



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

## PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, samedi, 18 septembre 1915

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-six août 1915, de nommer M. Thomas Blanchet, avocat, de New-Carlisle, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Gaspé à New-Carlisle 5303

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-cinq août 1915, de nommer M. Eugène Merrill Desaulniers, médecin de la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, un des membres du Conseil d'Hygiène de la province de Québec, à compter du premier juillet dernier. 5305

Il a plus à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du deux septembre 1915, de nommer M. M. les docteurs Arthur Simard et C. R. Paquin, de la cité de Québec, membres du Conseil d'Hygiène de la province de Québec. 5371

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du deux septembre, 1915, de nommer M. Louis Joseph Maurice Filteau, instituteur de Montréal, inspecteur d'écoles pour le nouveau district d'inspection du Témiscamingue. 5373

## PROVINCE OF QUEBEC

Quebec, Saturday, 18th September, 1915

### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the twenty sixth August, 1915, to appoint Mr. Thomas Blanchet, advocate of New Carlisle, prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Gaspé, at New Carlisle. 5304

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the twenty fifth August, 1915, to appoint Eugène Merrill Desaulniers, physician, of the town of Saint Lambert, county of Chambly, a member of the board of Health of the province of Quebec, the above appointment to date from the first July last. 5306

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by order in council, bearing date the second day of September, 1915, to appoint Messrs. Arthur Simard, M. D., and C. R. Paquin, M. D., members of the Board of Health of the Province of Quebec. 5372

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the second day of September, 1915, to appoint Mr. Louis Joseph Maurice Filteau, school teacher, of Montreal, school inspector for the new inspection district of Temiscamingue. 5574

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du trois septembre 1915, de nommer M. Louis Philippe Joubert, de Sayabec, greffier de la Cour du magistrat, dans et pour le comté de Matane, à Sayabec. 5375

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 2 septembre 1915.

M.M. Frank P. Williams, marchand, Claude W. Buchanan, gentilhomme, de Knowlton, juges de paix pour le district de Bedford; M.M. William James Thompson, courtier d'immeubles, de Montréal, Arthur Marshall Irvine, président de "The Hampton Securities, Limited", de Westmount, juges de paix, pour le district de Montréal. 5351

No 7—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'école

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en Conseil en date du 9 septembre 1915, de nommer M. Albany Saint-Jean dit Serre, commissaire d'écoles pour la municipalité d'Addington, dans le comté de Labelle.

No 895—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en Conseil en date du 9 septembre 1915, de nommer M. Jean-Baptiste Carrier, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Joseph de Lévis, dans le comté de Lévis.

No 848—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en Conseil en date du 9 septembre 1915, de nommer M. Onésime Filteau, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Nicolas (Station), dans le comté de Lévis.

No 1889—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de 5 commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en Conseil en date du 9 septembre 1915, de nommer MM. Hylas Houde, Pierre Gagné, Benjamin Fortin, François Goudreau et Joseph Bernier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Petit-Saguenay, dans le comté de Chicoutimi. 5333

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

Québec, 9 septembre 1915.

M. Eloïde Gauthier, marchand, de Rivière Croche, comté de Champlain, Juge de paix pour le district de Trois-Rivières. 5381

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by order in council, bearing date the third day of September, 1915, to appoint Mr. Louis Philippe Joubert, of Sayabec, clerk of the magistrate's court in and for the county of Matane, at Sayabec, 5376

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Quebec, 2nd September, 1915.

Messrs. F. P. Williams, merchant, Claude W. Buchanan, gentleman, of Knowlton, to be justices of the peace, for the district of Bedford; Messrs. William James Thompson, real estate broker, of Montreal, Arthur Marshall Irvine, president of The Hampton Securities, Limited, of Westmount, to be justices of the peace, for the district of Montreal. 5352

No. 7—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the 9th September, 1915, to appoint Mr. Albany Saint-Jean dit Serre, school commissioner for the school municipality of Addington, in the county of Labelle.

No. 895—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the 9th September, 1915, to appoint Mr. Jean-Baptiste Carrier, school commissioner for the municipality of Saint Joseph de Lévis, in the county of Lévis.

No. 848—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of one school Commissioner

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the 9th September, 1915, to appoint Mr. Onésime Filteau, school commissioner for the municipality of Saint Nicholas (Station), in the county of Lévis.

No. 1889—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of 5 school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 9th September, 1915, to appoint Messrs. Hylas Houde, Pierre Gagné, Benjamin Fortin, François Goudreau and Joseph Bernier, school commissioners for the municipality of Petit-Saguenay, in the county of Chicoutimi. 5334

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment, to wit:

Quebec, 9th September, 1915.

Mr. Eloïde Gauthier, merchant, of Rivière Croche, county of Champlain, to be a justice of the peace for the district of Three Rivers. 5382

Québec, 15 septembre 1915.

Avis est par le présent donné que le 14 septembre 1915, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer les nominations qu'il a faites, le 17 août 1915, de messieurs Alfred Pelletier, Emile Gagné, François Langlais et Edmond Abel, comme conseillers de la Municipalité du village de Saint-Benoît-Joseph-Labre-d'Amqui, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 329 du code municipal.

5377

Québec, 15 septembre 1915.

Avis est par le présent donné que le 13 septembre 1915, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer M. Joseph Gagnon, cultivateur, conseiller de la Municipalité de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville, en remplacement de M. Henri Bessette, démissionnaire, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

5379

### Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

**A**TTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le seize août mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept septembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le seize août courant ; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT SEPTEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour d'août l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,

Québec,

4441

L.-P. GEOFFRION.

Quebec, 15th September, 1915.

Notice is hereby given that on the 14th September, 1915, His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR was pleased to revoke the appointment made by Him on the 17th August, 1915, of Messrs. Alfred Pelletier, Emile Gagné, François Langlais and Edmond Abel, to be councillors of the municipality of the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, county of Matane, under the provisions of article 329 of the municipal code.

5378

Quebec, 15th September, 1915,

Notice is hereby given that on the 13th September, 1915, His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, was pleased to appoint Mr. Joseph Gagnon, farmer, councillor of the municipality of the parish of Saint Athanase, county of Iberville, in the place and stead of Mr. Henri Bessette, resigned, under the provisions of article 340 of the municipal code.

5380

### Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,  
GREETING.

**W**HEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the sixteenth of August, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty seven of September next.

**THEREFORE**, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the sixteenth of August next; and hereby convene you for the TWENTY SEVEN of SEPTEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twelfth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery,

4442

Quebec.

## Avis du Gouvernement

**La Compagnie Electrique d'Armagh.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf septembre 1915, constituant en corporation MM. Charles Edouard Gauvin, ingénieur civil, de Québec, Joseph Leclerc, cultivateur, de la paroisse de Saint-Charles, Murdock McKenzie, notaire, de la paroisse de Saint-Gervais, Joseph O. Saint-Pierre, médecin et régistrateur, de la paroisse de Saint-Raphael, Joseph Narcisse Roy, gérant d'assurance, de la paroisse de Saint-Michel, Alphonse Octave Beauchemin, ingénieur civil, de Québec, et Maurice Rousseau, avocat, de la ville de Montmagny, dans les buts suivants:

Acheter, créer, développer et exploiter des pouvoirs hydrauliques, construire des digues et chaussées, dans les comtés de Bellechasse et Montmagny;

Construire et exploiter des manufactures, aqueducs et usines pour fabriquer des appareils électriques et produire de l'électricité destinée à l'éclairage et aux forces motrices.

Exploiter le commerce de l'électricité dans tous ses genres;

Obtenir des franchises pour l'éclairage électrique dans les différentes municipalités des comtés de Bellechasse et Montmagny;

Acquérir et exploiter les ateliers, le stock, les propriétés, les franchises, l'actif et l'entreprise de toute personne ou compagnie autorisée à exploiter quelque chose mentionnées ci-dessus, ou faire tous arrangements à cette fin ou s'y rapportant, sous le nom de "La Compagnie Electrique d'Armagh", avec un fonds social de cent quarante-mille piastres (\$140,000.00), divisé en quatorze cents (1400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,

5309—38-2 Sous-secrétaire de la province.

**Guimond & Carignan, Limitée**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1915, constituant en corporation Melle Philomène Guimond, marchande, Beauharnois, Joseph Carignan, commis, Maisonneuve, Euclide Marchand, commis, Montréal, J. Claver Trudeau, notaire, Beauharnois, Louis A. Guimond, notaire, Montréal, dans les buts suivants:

Faire et exercer le commerce de nouveautés, chaussures, tapis, librairie, épicerie, provisions, vaisselle, quincaillerie, fer, charbon, bois et de toutes marchandises s'y rapportant ou se rapportant à un commerce général;

Acheter, vendre, engager et autrement disposer de ces marchandises; acquérir par achat ou autrement, vendre, échanger, louer, améliorer et disposer aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie estimera nécessaire à son commerce;

Acquérir par achat ou autrement louer, vendre, échanger, céder à bail ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'achalandage, des droits, de l'actif et du passif d'aucune personne, société ou corporation engagées dans un commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer,

## Government Notices

**La Compagnie Electrique d'Armagh.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1915, incorporating Messrs. Charles Edouard Gauvin, civil engineer, of Québec, Joseph Leclerc, farmer, of the parish of Saint Charles, Murdock McKenzie, notary, of the parish of Saint Gervais, Joseph O. Saint Pierre, physician and registrar, of the parish of Saint Raphael, Joseph -Narcisse Roy, insurance manager, of the parish of Saint Michel, Alphonse Octave Beauchemin, civil engineer, of Québec, and Maurice Rousseau, advocate, of the town of Montmagny, for the following purposes:

To purchase, create, develop and exploit water powers, construct dams and embankments within the counties of Bellechasse and Montmagny;

To construct and exploit manufactories, waterworks and works for the manufacturing of electrical apparatuses and generate electricity for light and motive power;

To carry on the electrical business in all branches thereof;

To secure franchises for the electric lighting of divers municipalities within the counties of Bellechasse and Montmagny;

To acquire and exploit the plants, stock, property, franchises, assets and undertakings of any person or company authorized to carry on any one of the above businesses or to enter into any agreement to that effect or incidental thereto, under the name of "La Compagnie Electrique d'Armagh", with a capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into fourteen hundred (1400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1915.

C. J. SIMARD,

5310—38-2 Deputy Provincial Secretary.

**Guimond & Carignan, Limitée**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of September, 1915, incorporating Miss Philomène Guimond, merchant, Beauharnois, Joseph Carignan, clerk, Maisonneuve, Euclide Marchand, clerk, Montreal, J. Claver Trudeau, notary, Beauharnois, Louis A. Guimond, notary, Montreal, for the following purposes:

To deal in and with novelties, boots and shoes, carpets, stationery, groceries, provisions, glassware, hardware, ironware, coal, wood and all goods incidental thereto or entering into a general store business;

To purchase, sell, pledge or otherwise dispose of such goods; to acquire by purchase or otherwise, sell, exchange, lease, improve and dispose of any moveable or immoveable property which the company may deem necessary for its business;

To acquire by purchase or otherwise, rent, sell, exchange, give on lease or otherwise dispose of the whole or any part of the goodwill, rights, assets and liabilities of any person, partnership or corporation engaged in a business which the present company is empowered to carry on, and

et plus particulièrement, acquérir et prendre charge, à titre de commerce en opération, de l'actif, du passif au désir, de la clientèle et des affaires actuellement conduites ou exercées par Melle Philomène Guimond, de la ville de Beauharnois, P. Q., et la payer soit en deniers soit avec du capital actions pleinement acquitté de la dite compagnie;

Tirer, rédiger, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, des chèques, lettres de change, traites et autres documents négociables ou non négociables;

Faire toutes choses, avoir la jouissance de tous les pouvoirs et l'exercice d'aucun commerce conduisant à la réalisation des fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée, sous le nom de "Guimond & Carignan, Limitée", avec un fond social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la ville de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,

5311—38-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Eugène Des Ormeaux, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept septembre 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Roméo Eugène DesOrmeaux, entrepreneur, Adolbert Bédard, contre-maitre; Joseph Brousseau, entrepreneur; Georges Normandin, notaire; J. Wilfrid Pilon, avocat, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer d'une manière générale et dans toutes ses spécialités l'industrie de constructeurs d'immeubles, acheteurs et vendeurs de tout ce qui se rapporte à la construction des immeubles;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de tous biens meubles ou immeubles se rapportant aux fins de la dite compagnie;

Prendre des hypothèques et les acquitter ou purger avec ou sans paiement, et faire des compromis dans l'intérêt de la compagnie;

Tirer, accepter, signer, endosser et négocier des lettres de change, billets à ordre, chèques ou autres effets négociables, et acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement toute industrie semblable et les payer en denier comptant ou en actions acquittées de la compagnie aux prix que la compagnie décidera;

Acquérir, détenir, garantir, vendre ou échanger les actions, stocks, ou débetures ou valeurs de toute corporation exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie;

Acquérir, acheter et détenir toute franchise que ce soit et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs que la compagnie peut posséder ou autrement;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et poursuivre toutes les affaires se arrachant à la bonne exécution des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

La compagnie aura le droit de payer tous ou aucune des parties des bénéfices réalisés par la compagnie selon qu'il sera jugé par l'émission en faveur des actionnaires, d'actions acquittées par la compagnie au lieu d'argent comptant;

Tenir, exploiter un lieu d'entraînement dans le but de développer l'art de la danse, et en percevoir un prix d'entrée;

La compagnie exercera son industrie par toute la province de Québec, sous le nom de "Eugène

more especially to acquire and take over, as a going concern, the assets, liabilities at will, goodwill and business now carried on by Miss Philomène Guimond, of the town of Beauharnois, P. Q., and to pay for same either in cash or in fully paid up shares of the said company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, drafts and other negotiable or non-negotiable instruments;

To do all things, enjoy all powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the present company is incorporated, under the name of "Guimond & Carignan, Limitée", with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the town of Beauharnois.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1915.

C. J. SIMARD,

5312—38-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Eugène Des Ormeaux, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1915, incorporating Messrs. Joseph Roméo Eugène DesOrmeaux, contractor; Adolbert Bédard, foreman; Joseph Brousseau, contractor, Georges Normandin, notary; J.-Wilfrid Pilon, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of builders of immoveables, purchasers and sellers of all things incidental thereto;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any moveable or immoveable property incidental to the purposes of said company;

To take hypothecs and acquit and discharged same with or without payment, and to make compromises in the interest of the company;

To draw, accept, subscribe, endorse and negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments, and to acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any similar business, and to pay for same in cash or in paid up shares of the company, at a price to be determined by the company;

To acquire, hold, guarantee, sell or exchange the shares, stock, debentures or securities of any corporation carrying on a business similar to that of the present company;

To acquire purchase and hold any franchise whatsoever and to pay for same either in shares, debentures or other securities which the company may hold or otherwise;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the proper carrying out of the objects for which this company is incorporated;

The company to have the right to pay out the whole or any part of the benefits realized by the company, as may be deemed proper, by the issuing in favor of the shareholders of paid up shares of the company instead of cash;

To keep and operate a school, for the teaching of dancing and to charge admission fees;

The company to carry on its operations throughout the province of Quebec, under the name of

DesOrmeaux, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,  
5313 Sous-secrétaire de la province.

#### Café Nice, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix de septembre 1915, constituant en corporation MM. Joseph Gravel, hôtelier, Joseph Gravel, Jr., commis, Théo. Daoust, architecte, Melle Marie Perrault, commis, Charles A. Mitchell, architecte, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtels et de restaurants, en conformité avec les prescriptions de la Loi des licences, de confiseurs et pourvoyeurs, et aussi l'industrie de manufacturiers et de négociants en gros et en détail des vins, bières, spiritueux et liqueurs de toute sorte, le commerce du tabac, cigares, cigarettes, et aucun autre commerce de même nature;

Acquérir, prendre, détenir, louer, échanger, aliéner et disposer d'aucune manière des propriétés mobilières et immobilières nécessaires aux objets de la compagnie, grever et hypothéquer en aucune manière quelconque la propriété immobilière de la corporation;

Tirer, accepter, endosser, négocier aucune lettre de change, aucun billet promissoire, chèque et autres documents négociables;

Acquérir par voie d'achat, d'échange, bail ou autrement aucun hôtel ou restaurant déjà en état d'exploitation, les payer en deniers comptants ou avec des parts acquittées de la compagnie, à un prix déterminé par ladite compagnie;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger les actions, les obligations ou débetures ou valeurs d'aucune corporation exerçant aucun commerce de même nature que celui de la présente compagnie;

Contracter des emprunts et en garantir le remboursement en la manière à être déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débetures et obligations emportant hypothèque sur la totalité ou aucune partie de la propriété foncière de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous pouvoirs et aucun commerce en rapport avec la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Café Nice, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,  
5315-38-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Canadian Box and Shook Mills, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept de septembre 1915, constituant en corporation MM. Harry Redfern Fraser, Conseil du Roi, Frederick Samuel Rugg, avocat, Harriet Maud Perrill, comptable, Cora May Coombs, sténographe, et Martha

"Eugène DesOrmeaux, Limitée", with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this seventh day of September, 1915.

C.-J. SIMARD,  
5314 Deputy Provincial Secretary.

#### Café Nice, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth of September, 1915, incorporating Messrs. Joseph Gravel, hotel-keeper, Joseph Gravel, Jr. clerk, Theo. Daoust, architect, Miss Marie Perrault, clerk, Charles A. Mitchell, architect, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of License Act, confectioners, caterers, and also the business of manufacturers of and dealers in wholesale and retail, wines, beer, spirits and liquors of all kinds, dealers in tobacco, cigars, cigarettes, and any other business of a like nature;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or in any way dispose of any moveable and immovable property necessary for the company's purposes, hypothecate, pledge in any way whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation, and to pay for the same in cash or in paid up shares of the company, at a price to be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange the shares, stocks, or debentures or securities of any corporations carrying on the same kind of business as the present company;

To contract loans and to guarantee the reimbursement thereof in the manner to be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothec upon the whole or part of the immovable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "Café Nice, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided in two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1915.

C. J. SIMARD,  
5316-38-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Canadian Box and Shook Mills, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh of September, 1915, incorporating Messrs. Harry Redfern Fraser, Kings' Counsel, Frederick Samuel Rugg, advocate, Harriet Maud Ferril, accountant, Cora May Coombs, stonographer

Arvilla Conner, sténographe, de la cité de Sherbrooke, pour les fins suivantes:

Manufacturer ou faire manufacturer, pourvoir, équiper, construire, réparer, acheter, vendre, louer, échanger, disposer ou autrement faire le commerce, des boîtes, caisses, matériaux pour boîtes et produits semblables;

Acquérir par achat, bail ou autrement les biens fonds, bâtisses ou autre propriété et matériel, et construite, installer et mettre en opération les moulins, fabriques, boutiques, usines, machineries ou autres installations qui seront utile ou nécessaire à l'exercice du commerce de la compagnie, aussi, les vendre, les échanger, les céder à bail ou autrement en disposer ou les remplacer;

Exercer aucune autre industrie de fabrication ou autrement que la corporation estimera susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec son commerce, ou qui sera jugé de nature à accroître la valeur des biens et droits de la compagnie et à les rendre profitables;

Demander, acheter, louer et en aucune autre manière acquérir aucun brevet ou droits d'invention, améliorations et procédés sous enrégistrement, licence, concession, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce et autre chose semblables ou intérêt en iceux, ou aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune invention que la compagnie peut juger susceptible d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera calculée profitable à la compagnie, directement ou indirectement, et se servir, exercer, développer, vendre, louer ou autrement disposer de ces brevets, droits d'invention, améliorations et procédés sous enrégistrement, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins industriels, et choses semblables ou intérêt en icelles, ou aucun secret ou renseignement, octroyer des permis à leur sujet ou autrement les mettre à profit;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, entreprises, droits, dettes, et obligations d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à icelui, ou en possession de biens convenant à ses objets;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ainsi que acquérir et prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de l'actif, des affaires, privilèges, entreprises, droits et obligations d'aucune personne, compagnie ou société dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise et de l'actif de la compagnie en considération de ce que la corporation jugera convenable et en particulier pour des actions, des obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Émettre et distribuer des actions entièrement libérées de la compagnie incorporée par les présentes en paiement total ou partiel d'aucun brevet, droits d'invention, ou d'aucune propriété mobilière ou immobilière, droits ou choses acquis par ou pour la compagnie, ou pour services rendus à icelle;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats d'entrepôts ou autres instruments négociables et transportables;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rapportant à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

and Martha Arvilla Conner, stenographer, of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture or cause to be manufactured, furnish, equip, construct, repair, buy, sell, lease, exchange, dispose of or otherwise deal in boxes, cases, shooks and similar products;

To acquire by purchase, lease or otherwise, such land, buildings or other property or material, and to erect, install and operate such mills, factories, shops, buildings, plant, machinery or other equipment as may be advantageous or necessary for the due carrying on of the company's business, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of or replace the same;

To carry on any other business of manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase, lease or in any otherwise acquire any patents or patent rights, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade marks, trade names and trade designs, and the like or any interest therein, or any secret or other information as to any invention which may seem to the company to be capable of being profitably dealt with, or which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, sell, lease or otherwise dispose of, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, any such patents, patent rights, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade marks, trade names and trade designs, and the like or any interest therein, or any secret or other information aforesaid;

To purchase or otherwise acquire all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof;

To amalgamate with any other company and to acquire and undertake all and any part of the assets, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any person, company or firm having objects in whole or in part similar to those of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any patents or patent rights, or any property, moveable or immoveable, rights or things acquired by or for the company, or for services rendered to the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all acts and exercise all power and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

Aucun des pouvoirs conférés dans aucun paragraphes des présentes ne sera limité par référence aux autres paragraphes ou inférence d'iceux, sous le nom de "Canadian Box and Shook Mills, Limited", avec un fonds social de quarante neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre vingt dix neuf parts (499) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,  
5317—38-2 Assistant-secrétaire provincial.

#### Geo. V. Kneen, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-et-un août 1915, constituant en corporation MM. George Vere Kneen, épiciier, de Maisonneuve, Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Michael Joseph O'Brien et Herbert William Jackson, commis, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'épiciiers en gros et en détail, de marchands de provisions et bouchers avec pouvoir de transiger toutes autres affaires de même nature;

Exercer le commerce d'importateurs, manufacturiers et négociants d'articles de quincaillerie, peintures, huiles et de toutes denrées généralement et être marchands généraux;

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, négociants en gros et en détail d'accoutrements pour hommes, jeunes gens et garçons; marchands de marchandises sèches, soies, satins, garnitures, drap et cotonnades généralement; négociants en gros et en détail de tissus de toute espèce, tailleurs et habilleurs;

Acquérir et assumer à titre de commerce en opération les affaires, l'actif et l'achalandage du commerce actuellement conduit par George V. Kneen, dans la cité de Montréal, suivant les conditions de paiement d'icelui en parts libérées du capital-social de la corporation, ou autrement, de la manière dont on pourra convenir;

Acquérir tout autre commerce de l'espèce et nature de celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que son achalandage aux conditions de paiement par émission d'action ou d'obligations ou autrement, tel qu'on pourra convenir;

Se fusionner avec aucune personne, société ou corporation qui exerce un commerce semblable au précédent;

Faire aucune autre chose qui pourra paraître nécessaire à la réalisation adéquate des objets susdits ou d'aucun d'eux;

Les pouvoirs mentionnés en chacun des paragraphes des présentes ne sont, en aucune manière limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou inférence d'iceux, sous le nom de "Geo. V. Kneen, Limited", avec un fonds social de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix (\$10.00) dollars chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Maisonneuve.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour d'août 1915.

C. J. SIMARD,  
5205—37-2 Sous-secrétaire de la province.

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Canadian Box and Shook Mills, Limited", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of September, 1915.

C. J. SIMARD,  
5318—38-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Geo. V. Kneen, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first of August, 1915, incorporating Messrs. George Vere Kneen, grocer, of Maisonneuve, Francis George Bush, book-keeper, George Robert Drennan, stenographer, Michael Joseph O'Brien, and Herbert William Jackson, clerks, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail grocery, provision merchants and butchers with power to transact all other business of a like nature;

To carry on business as importers, manufacturers of and dealers in hardware, metals, paints, oil and general merchandise and as general merchants;

To carry on the trade and business of manufacturers of, and wholesale and retail dealers in men's, youth's and boy's clothing; dealers in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings and cotton goods generally; wholesale and retail dealers in textile fabrics of all kinds, tailors and outfitters;

To acquire and take over as a going concern the business assets and goodwill of the business presently carried on by George V. Kneen, in the city of Montreal, upon such terms as to the payment for same by the issue of fully paid up shares in the capital stock of the company or otherwise as may be agreed upon;

To acquire any other business of the nature or character which this company is authorized to carry on and the goodwill thereof upon such term as to payment of the same by the issue of stock or bonds of the company or otherwise as may be agreed upon;

To amalgamate with any individual, firm or corporation, doing business similar to the foregoing;

To do all such other things as may be necessary for the due carrying out of the above objects or any of them;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Geo. V. Kneen, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Maisonneuve.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of August, 1915.

C. J. SIMARD,  
5206—37-2 Deputy Provincial Secretary.

**Roy & Cie, Limitée.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois septembre 1915, constituant en corporation M. Joseph Adélarde Roy, courtier, et son épouse, Dame Arthémise Roy, dont il est contractuellement séparé de biens et qu'il autorise aux fins des présentes; Joseph Maurice Bellefeuille, marchand, de la paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Madeleine, Phédime Roy et Amédée Roy, marchands, de la ville de Grand'Mère, dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail, le commerce de chaussures et toutes sortes de marchandises en général et y relatif;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises;

Faire le commerce de l'importation et d'exportation;

Agir comme marchands à commission et agents commerciaux généralement;

Acquérir, louer et disposer des marques de commerce, droits de patentes, privilèges d'aucune invention, et les employer relativement aux affaires de la compagnie;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de profits, réunion d'intérêts, concessions réciproques ou autrement dans l'intérêt de la dite compagnie;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions, en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie, en partie ou en entier;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce;

Acheter et acquérir, en tout ou en partie, l'actif et l'achalandage de toute autre compagnie, société ou personne faisant semblable commerce et en payer le prix, pour le tout ou partie, en argent ou en actions acquittées;

Se charger du passif de telles compagnies, sociétés ou personnes;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie, comme une affaire en opération, à toutes personnes, sociétés ou compagnies ayant le pouvoir de l'acquérir et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débentures ou toutes autres considérations valables;

Acquérir toute propriétés, mobilières ou immobilières, nécessaires ou utiles aux fins du commerce de la dite compagnie et en faire l'exploitation; et payer, pour telles acquisitions, en argent ou en actions acquittées de la dite compagnie;

Faire et exécuter tous actes nécessaires à la mise en opération des affaires de la compagnie et en continuer l'exploitation, sous le nom de "Roy & Cie, Limitée", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Madeleine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de septembre, 1915.

C. J. SIMARD,

5221-37-2 Sous-secrétaire de la province.

**Roy & Cie, Limitée.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of September, 1915, incorporating Mr. Joseph Adélarde Roy, broker, Dame Arthémise Roy, wife contractually separated as to property of said Joseph Adélarde Roy and by him duly authorized for the purposes hereof; Joseph Maurice Bellefeuille, merchant, of the parish of Sainte Marie, du Cap de la Madeleine; Phédime Roy and Amédée Roy, merchants, of the town of Grand'Mère, but for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in boots and shoes and all kinds of merchandise generally and incidental thereto;

To manufacture and otherwise produce and acquire such merchandise;

To carry on the business of importers and exporters;

To act as commission merchants and commercial agents generally;

To acquire, lease and dispose of trade-marks, patent rights and privileges as to any invention, and utilize the same in connection with the company's business;

To enter into any agreements with any company carrying on a similar business for the sharing of profits union of interests, reciprocal concessions or otherwise in the company's interest;

To acquire shares in any company carrying on a similar business and to pay for such shares altogether or partly in cash or paid up shares of the present company;

To amalgamate with other companies authorized to carry on a similar business;

To purchase and acquire the whole or part of the assets and goodwill of any other company, association or person carrying on a similar business and to pay therefore altogether or partly in cash or in paid up shares;

To take over the liabilities of such companies, associations or persons;

To sell the business and property of the company, as a going concern to any persons, associations or companies empowered to acquire same and to receive in payment therefor cash or paid up shares, debentures or any other legal considerations;

To acquire any moveable or immoveable property necessary or suitable for the business purposes of said company and exploit same, and to pay such acquisitions in cash or paid up shares of said company;

To do and execute any acts necessary for the carrying on of the company's business, under the name of "Roy & Cie, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of September, 1915.

C. J. SIMARD,

5222-37-2 Deputy Provincial Secretary.

**The Tupper Realty Company, Limited.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept septembre 1915, constituant en corporation Dame Annie Wiseman, épouse séparée de biens de Abraham

**The Tupper Realty Company, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 7th day of September, 1915, incorporating Dame Annie Wiseman, wife separate as to property of Abra-

Mendelson; Demoiselle Mary McDonald, comptable, Roch Thimoléon Beaudoin, notaire; Gilbert Demers, entrepreneur; W. Alfred Dumontet, étudiant, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, agents financiers et agir comme mandataires aux fins d'acheter, vendre, louer, et administrer des propriétés immobilières, moyennant considération, à être payée, sous forme de commission ou autrement;

Acheter, louer ou acquérir de toute autre manière des propriétés immobilières;

Vendre, louer, échanger et disposer de quelque manière que ce soit des propriétés immobilières ou partie d'icelles, les subdiviser en lots à bâtir, les développer, ouvrir des rues, ruelles, squares, etc.;

Construire, ériger et réparer des édifices pour résidences, fabriques ou autres fins, les vendre et les louer ou autrement les exploiter;

Faire affaires comme encanteurs publics et agir comme tels aux fins de vendre à l'encan public toutes espèces de marchandises mobilières moyennant commission ou autre rémunération, le tout conformément à la loi de cette province;

Acheter, louer ou autrement acquérir les propriétés et l'actif de toute personne ou compagnie faisant des affaires identiques à celles de la présente compagnie et de payer pour telles acquisitions, soit en argent, soit en actions acquittées de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus, soit en vendant ou aidant à vendre ou garantissant le placement des actions, débetures, billets promissoires ou autres valeurs de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des lettres de change, billets promissoires, débetures et autres valeurs négociables nécessaires aux fins de cette compagnie;

Se rendre responsable ou garantir le paiement de lettres de change, billets promissoires, débetures et autres obligations de quelque nature que ce soit, d'aucune autre corporation, compagnie ou personne avec laquelle la présente compagnie peut-être en relation d'affaires;

Exercer tous les droits et pouvoirs nécessaires à cette compagnie pour atteindre les fins pour lesquelles elle a été formée, sous le nom de "The Tupper Realty Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents actions de cinquante (\$50.00) chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,

5225-37-2 Sous-secrétaire de la province.

**Grant Distributing Company of Canada, Limited.**

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en date du 3 septembre 1915, constituant en corporation M.M. Samuel William Jacobs et Alexander Rives Hall, Conseils du Roi, Harry Gough, comptable; Henri Vautelet, étudiant en droit et Isidore Friedman, comptable, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, faire commerce, manufacturer et trafiquer des automobiles, bicycles, véhicule moteurs, engins, voitures et commodités de toutes espèces, ainsi que de tous articles employés dans leur fabrication;

Exercer l'industrie de fondeurs, ingénieurs-mécaniciens et manufacturiers de toutes sortes de

ham Mendelson, Miss Mary McDonald, accountant, Roch Thimoléon Beaudoin, notary, Gilbert Demers, contractor and W. Alfred Dumontet, student, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and financial agents and to act as agents for the purchase, sale, leasing and management of real estate, such services to be remunerated by means of commission fees or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire real estate;

To sell, lease, exchange and in any other way whatever dispose of such real estate or any part thereof, subdivide the same into building lots, develop the same and lay out thereon streets, lanes, squares, etc.;

To construct, erect and repair buildings for residences, factories or other purposes, sell, lease or otherwise exploit the same;

To carry on the business of public auctioneers and to act as such for the sale by public auction of moveable effects of all kind, on commission or for other remuneration, the whole according to the laws of this province;

To purchase, lease or otherwise acquire the properties and assets of any person or company carrying in a business similar to that of the present company, and to pay for such acquisitions either in cash or in paid up shares of this company.

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered either in selling or assisting to sell or in guaranteeing the placing of shares, debentures, promissory notes or other securities of this company;

To draw, make, accept, endorse and issue bills of exchange, promissory notes, debentures and other negotiable instruments requisite for the purposes of this company;

To go security for or guarantee the payment of bills of exchange, promissory notes, debentures or other obligations of any nature whatever of any other corporation, company or person having business dealings with the present company;

To exercise all the rights and powers necessary for the attainment of the purposes for which this company is incorporated, under the name of "The Tupper Realty Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of September, 1915.

C. J. SIMARD,

5226-37-2 Deputy Provincial Secretary.

**Grant Distributing Company of Canada, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 3rd of September, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, and Alexander Rives Hall, Kings Counsels; Harry Gough, accountant; Henri Vautelet, student-at-law, and Isidore Friedman, accountant, of Montreal, for the following purposes;

To buy, sell, trade in, manufacture, and deal in automobiles, cycles, motor trucks, engines, carriages, and conveniences of all kinds, and in all articles used in the construction thereof;

To carry on the business of iron founders, mechanical engineers and manufacturers of all kinds

pièces de machinerie, fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, métallurgistes, machinistes, ingénieur électriciens et convertisseurs de fer et d'acier;

Acheter, vendre, trafiquer, manufacturer et faire le commerce des accessoires d'automobiles de toute espèce;

Acquérir par achat, louage ou autre titre légal ou prendre charge de la totalité ou d'aucune partie des affaires, des biens et des obligations d'aucune personne ou corporation exerçant aucune industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement, ou prendre des actions, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation exerçant ou engagée dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, les vendre, les ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Emettre et assigner des parts acquittées de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucun services rendu ou à être rendu, d'aucun commerce, d'aucune franchise, entreprise, propriété, d'aucun droit, pouvoir, privilège, bail, licence, concession, contrat que la présente corporation est autorisée à acquérir;

Vendre, céder à bail ou autrement aliéner la propriété et l'exploitation de la compagnie, ou aucune partie d'icelles, en compensation de ce qu'elle jugera convenables, et particulièrement, pour des actions, des débetures, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation;

Conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, l'aventure conjointe, la concession réciproque, ou autre avec aucun gouvernement, pouvoir municipal ou local, ou avec aucune personne ou compagnie exerçant ou engagée, ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans aucune industrie ou aucun genre de transaction susceptibles d'être conduites pour le bénéfice direct ou indirect de la présente corporation, se porter caution de l'exécution des contrats, avec ou sans garantie, avancer des deniers, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ou aucune autre personne et corporation qui entreprendra de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à ces personnes et compagnies, aux termes et suivant les conditions que la compagnie jugera convenables;

Prendre et détenir des hypothèques, droits de ventes, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété mobilière ou immobilière vendu, par la compagnie;

Placer et disposer des deniers disponibles sur telles valeurs et en la manière qui pourra être, de temps à autre, déterminée, par les directeurs de la compagnie;

Distribuer aux actionnaires, et en nature, aucune propriété de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses susdites, soit comme principaux agents, entrepreneurs ou procureurs;

Demander, acquérir, des brevets d'invention, droits patentés, procédés, concessions, licences, marques de commerce, droits de reproduction ou autre privilèges ou avantages de même nature pour ou en rapport avec aucune substance, article ou objet de fabrication relatifs au commerce de la corporation, les rendre profitables en les manufacturant ou en les modifiant, octroyer des permis à leur sujet, ou autrement agir;

Acheter, ou autrement acquérir, détenir, prendre à bail, ou autrement disposer d'aucun bien mobilier ou immobilier, droit, privilège qui pourra être nécessaire ou utiles au commerce de la compagnie;

of machinery, tool makers, brass founders, metal workers, machinists, electrical engineers, and iron and steel converters;

To buy, sell, trade in, manufacture, and deal in automobiles accessories, of all kinds;

To acquire by purchase, lease or other legal title, or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to take shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or to engage in the business which this company is authorized to carry on, and to sell, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To issue and allot fully paid shares of the company in payment, or part payment, of any services rendered or to be rendered, business, franchise, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, contract which the company is authorized to acquire;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any government municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in or carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to, or otherwise assist, any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To take and hold mortgages, bills of sale, hypothecs, liens and charges to secure the payment of purchase price of any property, real or personal, sold by the company;

To invest and deal with the moneys of the company, not immediately required, upon such securities, and in such manner as may from time to time be determined by the directors of the company;

To distribute any or all of the property of the company in specie among its shareholders;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys;

To apply for, and acquire letters patent of invention, patent rights, processes, concessions, licences, trade marks, copyrights or other privileges or protections of a like nature, for or connected with any matter, article or subject of manufacture, or convenient for the business of the company, and to turn the same to account by manufacturing or working the same, or granting licenses in respect thereof, or otherwise;

To purchase, or otherwise acquire, hold, lease, or other dispose of any real or personal property, rights or privileges which may be necessary or useful for the business of the company;

Emettre des debentures ou des obligations garanties par la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière, présente et future de la corporation, les payer et les racheter;

Faire aucune autre chose se rapportant ou conduisant à la réalisation d'aucun des objets susdits;

Aucun des pouvoirs conférés aux paragraphes des présentes ne sera limité par référence à aucun autre paragraphe ou par inférence d'icelui;

Généralement, faire toutes choses se rapportant à la réalisation des objets de la corporation, sous le nom de "Grant Distributing Company of Canada, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,

5285—37-2 Sous-secrétaire de la province.

**Mooney & Brown, Limited.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4 septembre 1915, constituant en corporation MM. Louis Edward D'Argy Mailhot, avocat, Segfried Hinson, Read Bush, avocat, William Roberts, comptable, Edward Charles Baker, comptable, et Sara Farmer Innes, sténographes, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre et faire le commerce de gros et de détail des grains, foin, pailles, et de toutes espèces d'herbes, engrais et ciments, y compris les opérations d'achat et de vente de charbon, du bois, de la glace, artificiels et autres;

Etablir des moyens de transports de toute nature et exercer le commerce de camionnage dans toutes ses branches;

Acheter, vendre et trafiquer des biens fonds et bâtisses et faire les opérations du commerce de construction dans toutes ses ramifications;

Exercer aucun autre commerce se rapportant à aucun des susdits, ou que la compagnie pourra croire susceptible d'être exercé convenablement conjointement avec le sien propre;

Acheter, acquérir, ou assumer la totalité ou aucune partie des affaires, de la propriété d'aucune personne ou corporation qui exerce un commerce semblable, en tout ou en partie, à celui de la présente compagnie;

Faire société ou conclure, aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, l'aventure conjointe, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou corporation exerçant ou engagée, ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dans lequel elle se trouve engagée, ou aucun commerce ou genre de transactions susceptibles d'être conduits au bénéfice direct ou indirect de la corporation; prêter des argents, garantir l'exécution des contrats, ou autrement ces personnes ou compagnies ou telles personnes qui auront des relations d'affaires avec la présente corporation, prendre et autrement acquérir des parts et des valeurs d'aucune telle compagnie, les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir des protections provisoires ou autres et des permis en rapport avec aucune invention véritable ou allé-

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immoveable, present or future, and to pay for and redeem any such bonds or debentures;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph;

Generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Grant Distributing Company of Canada, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of September, 1915.

C. J. SIMARD,

5286—37-2 Deputy Provincial Secretary.

**Mooney & Brown, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th September, 1915, incorporating Messrs. Louis Edward Adolphe D'Argy Mailhot, advocate, Segfried Hinson, Read Bush, advocate, William Roberts, accountant, Edward Charles Baker, accountant, and Sara Farmer Innes, stenographer, of Montreal, for the following purposes.

To purchase, sell, and deal in both wholesale and retail, grain, hay, straw, and all kinds of feed, fertilizers and cement, including operations in the purchase and sale of coal, wood, and ice, both artificial and otherwise;

To establish transportation facilities in all its lines, and to carry on a cartage business in its several branches;

To buy, sell, and deal in real estate, and buildings, and to conduct building operations in all its branches;

To carry on any other business incidental to any of the aforesaid, or which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company;

To purchase, acquire, or undertake the whole or any part of the business or property of any person or company carrying on any business similar in whole or in part to that of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money, to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company or other persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same.

To purchase or otherwise acquire and obtain provisional or other protection and licences in respect to any invention, or alleged invention,

guée, avec aucune patente, marque de commerce ou nom, dessin, droit d'auteurs, plan, suggestions, secret ou autres procédés et chose de même nature, qui semblera probablement avantageuse ou essentielle à la compagnie, les mettre à l'épreuve, les développer, les prolonger, les renouveler, les exploiter, les utiliser, les vendre, les concéder par licences exclusive ou autres s'y rapportant, disposer de tous et de chacun d'eux;

Vendre, disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle en compensation de ce que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, des obligations ou d'autres valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en nature, aucune part, débenture ou valeur d'actif ou de propriété lui appartenant;

Faire toute et chacune des choses susdites soit comme principaux, soit comme agents, entrepreneurs, fiduciaires ou autrement, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Mooney & Brown, Limited", avec un fonds social de quarante-cinq (\$45,000.00) mille piastres, divisé en quatre cent cinquante (450) parts, de cent (\$100.00) piastres la part.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de septembre 1915.

ALEXANDRE DEMEULES,

5287—37-2 Assistant-secrétaire prov. supp.

**Scottish Canadian Magnesite Company,  
Limited.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de septembre 1915, constituant en corporation MM. Louis Edouard Adolphe D'Argy Mailhiot, avocat, Segfried Hinson Read Bush, avocat, William Robert, comptable, Edward Charles Baker, comptable, Sara Farmer Innes, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines de toute nature et description et plus spécialement de la magnésite, des pierres précieuses et du minéral, dans le but de localiser et d'acquérir des mines et des droits miniers et de se livrer à leur exploitation;

Fouiller, fondre, laver, épurer, amalgamer et traiter de manière à leur donner une valeur marchande les minerais, les métaux et les substances minérales de toute espèce et spécialement toutes les variétés de magnésite et toute substance contenant ou supposé contenir de la magnésite.

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, utiliser, vendre ou autrement aliéner, manufacturer, travailler et généralement trafiquer des matières minérales, usines, constructions, machinerie, de l'attirail, des affiquets, de l'outillage et d'aucune autre chose susceptible d'être employée dans les opérations minières ou nécessaire au travail des mineurs et autres personnes au service de la compagnie;

Construire, exploiter, entretenir, améliorer, gérer, travailler, contrôler et surveiller aucun fourneau, aucune forge, engin, moulin, compresseurs, pouvoirs hydrauliques ou autres usines, fabriques, boutiques, entrepôts, chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais et installations nécessaires ou utiles aux travaux d'exploration et de développement des mines possédées ou exploitées par la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucune patente, aucun brevet d'invention, aucune

patents, trade marks, or names, designs, copyrights, schemes, ideas, secret or other processes and the like, which may appear likely to be advantageous or essential to the company, and to test, develop, prolong, renew, exercise, use, vend, grant exclusive or other licenses in respect to or otherwise deal with all or any of the same;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company;

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, securities, assets or property belonging to the company;

To do all or any of the above things as principals, agent, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of Mooney & Brown Limited, with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450), shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of September, 1915.

ALEXANDER DEMEULES,

5288—37-2 Acting Deputy Prov. Sec.

**Scottish Canadian Magnesite Company,  
Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1915, incorporating Messrs. Louis Edouard Adolphe D'Argy Mailhiot, advocate, Segfried Hinson Read Bush, advocate, William Roberts, accountant, Edward Charles Baker, accountant, Sara Farmer Innes, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for minerals of every sort and description and particularly for magnesite, valuable stones and ore, with a view to locating and acquiring mines and mining rights and operating the same.

To quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market, ores, metals and mineral substances of all kinds and particularly any form of magnesite or any formation containing or supposed to contain magnesite.

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, use, sell or otherwise dispose of and to manufacture, work and generally deal in minerals, plant, buildings, machinery, implements, conveniences, provisions and all other things capable of being used in connection with mining operations or required by workmen and others employed by the company;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any furnaces, forges, engines, mills, crushing works, hydraulic or other works, factories, shops, warehouses, roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, aqueducts, wharves and works necessary or convenient for the exploration and development of mines owned or worked by the company.

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, inventions, licenses, conces-

licence, concession ou autre chose semblable conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou renseignement relatif à aucune invention qui pourra paraître susceptible de servir à aucune des fins de la corporation ou dont l'acquisition peut être calculée de nature à profiter à la compagnie, directement ou indirectement; exercer, développer ou autrement rendre productifs les biens, droits et renseignements ainsi acquis;

Demander, prendre ou acquérir par voie de souscriptions originaires ou autrement, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions, obligations, soit communes, soit préférentielles, de débetures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont similaires en tout ou en partie à ceux de la présente corporation ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite pour le bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie, et exercer le droit de vote sur toutes les parts ainsi détenues par l'intermédiaire de tels agents ou procureurs que les directeurs pourront nommer;

Faire aucune convention de société ou se fusionner pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, l'aventure conjointe, la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou corporation exerçant ou engagée, ou sur le point de s'engager dans aucune industrie ou aucun genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou à transiger, faire toutes affaires et transactions susceptibles d'être conduites au bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie. Prêter de l'argent, garantir l'exécution des contrats ou autrement aider aucune personne ou compagnie, prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs dans aucune telle compagnie et les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Distribuer à ses actionnaires, en nature ou autrement, tel que décidé, aucun effet de l'actif de la compagnie, et spécialement, les actions, obligations, débetures au autres valeurs d'aucune autre corporation constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, rendre productifs ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses autorisées par les présentes, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, soit comme facteurs, fiduciaires ou agents pour aucune compagnie ou personne ou par l'intermédiaire de tels facteurs, fiduciaires ou agents, sous le nom de "Scottish Canadian Magnesite Company, Limited", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de septembre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,  
Assistant Secrétaire Provincial Supp.

5289-37-2

1541-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 septembre 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger tout le territoire compris dans le canton Landrienne, dans le comté de Témiscamingue, en municipalité scolaire sous le nom de Landrienne.

5323-38-2

sions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company and to use, exercise, develop or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired.

To purchase, take or acquire by original subscriptions or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint.

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company. And to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same.

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents for any companies or persons or by or through any factors, trustees or agents, under the name of "Scottish Canadian Magnesite Company, Limited, with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of September, 1915.

ALEXANDER DESMEULES,  
5290-37-2 Acting Deputy Prov.-Secretary.

1541-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 9th September, 1915.

Public notice is given by the superintendent that application is made for the erection of the whole of Landrienne township, in the county of Témiscamingue, into a distinct school municipality, under the name of Landrienne.

5324-38-2

2722-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 11 septembre 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Léon le Grand, dans le comté de Matane, les lots Nos 11 et 12 du rang 4, canton Pinault, et de les annexer à celle de Saint-Zénon du Lac Amqui, même comté.

5319-38-2

2620-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 septembre 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Césaire, paroisse, dans le comté de Rouville, les lots Nos 386 à 413 inclus et 416 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire, et d'annexer tout territoire à celle de Saint-Césaire, village, même comté.

5321-38-2

La Compagnie "The Robson Leather Company Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Reith Macdonald Macallister Moffat, de la cité de Westmount.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 7 septembre 1915.

5307

2295-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 septembre 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de Royal Roussillon, tout le territoire du canton Royal Roussillon et les rangs IX et X du canton Poularies, dans le comté de Témiscamingue.

Ce territoire ne fait partie d'aucun territoire organisé.

5325-38-2

2553-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 septembre 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de LaSarre, dans le comté de Témiscamingue, tout le canton LaSarre.

Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire.

5327-38-

## AVIS.

Avis est par le présent donné que "The British Dominions General Insurance Company, Ltd", de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance contre le feu, le et après le neuvième jour de septembre, 1915.

2722-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 11th September, 1915.

Public notice is given by the superintendent that application is made to detach the school municipality of Saint Léon le Grand, in the county of Matane, the Nos. 11 and 12 of the 4th range of Pinault township and to annex said lots to the school municipality of Saint Zénon du Lac Amqui, same county.

5320-38-2

2620-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 9th September, 1915.

Public notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Césaire, parish, in the county of Rouville, lots Nos. 386 to 413, both inclusive, and 416 of the official cadastre of the parish of Saint Césaire, and to annex the whole of above territory to the school municipality of Saint Césaire, village, same county.

5322-38-2

The Robson Leather Company, Limited has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Reith Macdonald Macallister Moffat, of Montréal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 7th September, 1915.

5308

1541-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 9th September, 1915.

Public notice is given by the superintendent that application is made for the erection into a district school municipality, under the name Royal Rousillon, of the whole of the township of Royal Rousillon and the ranges IX and X of Poularies township, in the county of Témiscamingue.

The above territory forms no part of any organized territory.

5326-38-2

2553-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 9th September, 1915

Public notice is given by the superintendent that application is made for the erection of the whole of Lasarre township, county of Témiscamingue, into a district school municipality, under the name of Lasarre.

The above township forms no part of any school municipality.

5328-38-2

## NOTICE.

Notice is hereby given that "The British Dominions General Insurance Company, Ltd.", of London, England, has been registered to transact within the province of Quebec the business of Fire Insurance on and after the ninth day of September, 1915.

Les noms et adresse des principaux agents pour la province de Québec sont MM. Dale & Cie., Ltée., Edifice Coristine, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce neuvième jour de septembre, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des Assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec. 5347

#### ARRETE EN CONSEIL.

*Copie de rapports d'un comité du Conseil exécutif en date du 9 septembre 1915, et approuvés par le lieutenant-gouverneur le 10 septembre 1915.*

No 1175.

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DE CERTAIN TERRITOIRE NON ORGANISÉ DU DISTRICT ÉLECTORAL DE GASPÉ.

L'honorable premier Ministre, dans un mémoire en date du 9 septembre 1915, recommande au lieutenant-gouverneur en conseil de se prévaloir des pouvoirs que lui confère l'article 192a des Statuts refondus, 1909, et en conséquence d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec, à la municipalité du canton Cloridorme, située dans le district électoral de Gaspé, le territoire connu sous le nom de Grande-Vallée, comprenant le rang premier de la seigneurie de la Grande-Vallée-des-Monts, situé dans le même district électoral.

(Certifié)

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil exécutif.

No 1176.

CONCERNANT L'ANNEXION POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DE CERTAINS TERRITOIRES NON ORGANISÉS DU DISTRICT ÉLECTORAL DE CHAMPLAIN.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 9 septembre 1915, recommande au lieutenant-gouverneur en conseil de se prévaloir des pouvoirs que lui confère l'article 192a des Statuts refondus, 1909, et en conséquence d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec, à la ville de la Tuque, située dans le district électoral de Champlain, les cantons Carignan, Langelier et Malhiot, qui se trouvent situés dans le même district.

(Certifié),

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil exécutif.

5331

Avis est par le présent donné que la compagnie "Byers & Anglin, Limited", corps politique constitué en corporation par lettres patentes de la Puissance du Canada en date du 9 février 1912 est dissoute.

Donné conformément aux prescriptions de l'article 6136, S. R. P. Q., 1909, ce quatorzième jour de septembre 1915.

C. J. SIMARD,  
5355 Sous secrétaire de la province.

#### ERRATUM

A la page 2115, de la *Gazette Officielle* du quatre septembre 1915, aux numéros 5101-02, lisez: Edgar J. Cleaver, liquidateur, au lieu de Edgar J. Claver. 5553

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are Messrs. Dale & Co., Ltd., Coristine Bld'g., Montreal, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, R. S. Q., 1909, this ninth day of September, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec. 5348

#### ORDERS IN COUNCIL.

*Copy of reports of a Committee of the Executive Council dated the 9th September, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 10th September, 1915.*

No. 1175.

RESPECTING THE ANNEXATION, FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF A CERTAIN UNORGANIZED TERRITORY SITUATE IN THE ELECTORAL DISTRICT OF GASPE.

The Honourable the Prime Minister in a report dated the 9th September, 1915, recommends that pursuant to the provisions of article 192a of the Revised Statutes, 1909, His Honor the Lieutenant Governor in Council be pleased to annex, for the purposes of the Quebec Election Act, to the municipality of the township of Cloridorme, situate in the electoral district of Gaspé, the territory known under the name of Grande Vallée, including the first range of the Seigniorie of Grande-Vallée-des-Monts, situate in the same electoral district.

(Certified),

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

No. 1176.

RESPECTING THE ANNEXATION, FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF CERTAIN UNORGANIZED TERRITORIES SITUATED IN THE ELECTORAL DISTRICT OF CHAMPLAIN.

The Honourable the Prime Minister in a report dated the 9th September, 1915, recommends that pursuant to the provisions of article 192a of the Revised Statutes, 1909, His Honor the Lieutenant Governor in Council be pleased to annex for the purposes of the Quebec Election Act, to the town of La Tuque, situate in the electoral district of Champlain, the Townships of Carignan, Langelier and Malhiot, situated in the same electoral district.

(Certified),

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

5332

Public notice is hereby given that the company "Byers & Anglin, Limited", a body politic and corporate incorporated by letters patent issued under the seal of the secretary of state of Canada, bearing date the 9th February, 1912, is dissolved.

Given pursuant to the provisions of article 6136 R. S. P. Q., 1909, this fourteenth day of September, 1915.

C. J. SIMARD,  
5356 Deputy Provincial secretary.

#### ERRATUM

On page 2115 of the *Official Gazette* of the fourth September, 1915, numbers 5101-02, read: Edgar J. Cleaver, Liquidator, instead of Edgar J. Claver. 5354

## Avis Divers

Cour supérieure. No 657. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Rosalie Picard, du canton de Stratford, épouse de Théodore Côté, cultivateur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour une action en séparation de biens.

EMILE RIOUX,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 11 septembre 1915. 5329—38-2

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 3193. Dame Marie Azélie alias Azélire David, épouse commune en biens de Joseph Summerside, charretier, tous deux de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse, vs le dit Joseph Summerside, charretier de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

DESIRE L. DESBOIS,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 13 août 1915. 5345—38-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 3821. Dame Malvina Moquin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Zotique Bourdeau, commerçant, du même lieu, et le dit Zotique Bourdeau pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Zotique Bourdeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trente-unième jour d'août 1915.

MASSON & BILLETTE,

5367—38-5 Avocats de la demanderesse.

Cour Supérieure. No 1537. Province de Québec. District de Montréal. Dame Sarah Charlebois, des cité et district de Montréal, épouse de Elzéar Legault, agent du même lieu dûment autorisée à ester en justice en séparation de biens contre le dit Legault, Demanderesse; vs Elzéar Legault, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur ce 25 août 1915.

ANTONIO LEBLANC,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 7 septembre 1915. 5219

Cour Supérieure. No 9563. Province de Québec. District de Bedford. Delphine Bergeron de la Municipalité du Canton de South Stukely dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph Ernest Deragon, ci-devant hôtelier, du Village de West Shefford, dans le dit district, et maintenant absent de la province de Québec, demeurant à Bellows Falls, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis de l'Amérique, Demanderesse; vs ledit Joseph Ernest Deragon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur aux présentes.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 2 septembre 1915. 5193—37-5

## Miscellaneous Notices

Superior Court. No. 657. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Rosalie Picard, of the township of Stratford, wife of Théodore Côté, farmer of the same place duly authorized to *ester en justice* has this day instituted an action in separation as to property.

EMILE RIOUX,

Attorney for the plaintiff.

Sherbrooke, 11th September, 1915..

5330—38-2

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 3193. Dame Marie Azélie alias Azélire David, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Summerside, carter, of the same place, Plaintiff; vs the said Joseph Summerside, Defendant..

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against the defendant, her husband.

DESIRE L. DESBOIS,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 13th August, 1915. 5346—38-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 3821. Dame Malvina Moquin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Zotique Bourdeau, merchant, of the same place, and the said Zotique Bourdeau for authorizing his wife to institute proceeding, Plaintiff; vs the said Zotique Bourdeau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the 31th of August, 1915.

MASSON & BILLETTE,

5368—38-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. No. 1537. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Sarah Charlebois, of the city and district of Montreal, wife of Elzéar Legault, agent of the same place, duly authorized by judgment of the Superior Court of Montreal to *ester en justice* in separation as to property, Plaintiff; vs Elzéar Legault, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been issued this 25th of August, 1915.

ANTONIO LEBLANC,

Attorney of the plaintiff.

Montreal, 7th September, 1915. 5220

Superior Court. No. 9563. Province of Quebec. District of Bedford. Delphine Bergeron, of the municipality of the township of South Stukely, in the district of Bedford, wife common as to property, of Joseph Ernest Deragon, heretofore hotel keeper, of the village of west Shefford in said district, and now absent from the province of Quebec, residing at Bellows Falls, in the state of Vermont, one of the United States of America, Plaintiff; vs the said Joseph Ernest Deragon, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant, herein.

C. A. NUTTING,

Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 2nd September, 1915. 5194—37-5

Cour Supérieure, No 7233. Province de Québec. District de Joliette. Dame Eusébie Maille, Demanderesse; vs Isidore Sanche, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

ERNEST HEBERT,  
Avocat de la demanderesse.  
Joliette, 2 septembre 1915. 5195—37-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 2505.

Dame Francesca Pirrone, Demanderesse; vs Paul Asconi, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

PELLETIER, LETOURNEAU,  
BEAULIEU & MERCIER,  
Avocats et procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 26 août 1915. 5065—36-4

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-François.  
No 551.

Dame Lena Mabel Channell du village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, épouse de Harry Leslie Perkins, du même endroit, courtier d'assurances, et commune en biens avec lui, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

H. M. HOVEY,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 25 août 1915. 5079—36-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No. 426. Dame Rose de Lima Labelle, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Dumas, maître-charretier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. H. DAVID,  
Procureur de la demanderesse.  
J. H. David, C. R.,  
Avocat,  
16 rue Saint-Jacques,  
Montréal, 30 juillet 1915. 4805—34-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2094. Dame Mary Sephton, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Zénon Longpré, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Zénon Longpré, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

ROBILLARD, JULIEN, TETREAU  
& MORIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 8 juillet 1915. 4911—34-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9561. Dame Cora A. Sargent, épouse de Orin A. Reid, commerçant, du canton de Potton, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Orin A. Reid, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13 août 1915.

F. X. A. GIROUX,  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 14 août 1915. 4817—34-5

Superior Court. No. 7233. Province of Quebec. District of Joliette. Dame Eusébie Maille, Plaintiff; vs Isidore Sanche, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

ERNEST HEBERT,  
Attorney for Plaintiff.  
Joliette, 2nd September, 1915. 5196—37-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 2505.

Dame Francesca Pirrone, Plaintiff; vs Paul Asconi, Defendant. An action for separation as to property has been instituted this day.

PELLETIER, LETOURNEAU,  
BEAULIEU & MERCIER,  
Advocates and attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th August, 1915. 5066—36-4

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis.  
No. 551.

Dame Lena Mabel Channell of the village of Stanstead Plain in the district of Saint Francis, wife of Harry Leslie Perkins, of the same place, insurance broker, and common as to property with him, duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation of property against her said husband.

H. M. HOVEY,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 25th August, 1915. 5080—36-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 426. Dame Rose de Lima Labelle, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Dumas, master carter, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted against her said husband, an action for separation as to property.

J. H. DAVID,  
Attorney for Plaintiff.  
J. H. David, C. R.,  
advocate,  
16, Saint James street.  
Montreal, 30th July, 1915. 4806—34-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2094. Dame Mary Sephton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Zénon Longpré, hotel keeper, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Zénon Longpré, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the Defendant.

ROBILLARD, JULIEN, TETREAU,  
& MORIN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 8th July, 1915. 4912—34-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No. 9561. Dame Cora A. Sargent, of the township of Potton, district of Bedford, duly authorized, Plaintiff, vs Orin A. Reid, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 13th day of August, 1915.

F. X. A. GIROUX,  
Attorney for Plaintiff.  
Sweetsburg, 14th August, 1915. 4818—34-5

Cour Supérieure. Québec. No 2492. Dame Amanda Auger, Demanderesse; vs Joseph L'Héroult, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, le 5ième jour d'août courant.

FRANCŒUR, VIEN & THERIAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 16 août, 1915. 4831—34-5

Cour Supérieure. Beauce. No 2335. Eugénie Saindon, épouse de Charles Leclerc, négociant de Sainte-Justine, à institué une action en séparation de biens contre son mari.

REMI BOLDUC,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 20 juillet, 1915.  
4835—34-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 2963. Dame Cécile Bergeron, de Québec, épouse de Médéric Tremblay, entrepreneur menuisier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Mederic Tremblay, entrepreneur menuisier, de la cité de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour d'août mil neuf cent quinze.

DORION & GOSSELIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 12 août 1915. 4809

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District d'Arthabaska. No 160. Dame Ernestine Salvaille, épouse commune en biens de Pierre Houle, agent, tous deux de la paroisse de Saint-Germain de Grantham, district d'Arthabaska, et dûment autorisée à ester en justice, en vertu d'une ordonnance des protonotaires, en l'absence du juge, Demanderesse, vs Le dit Pierre Houle, de Saint-Germain de Grantham, Défendeur.

Une action en séparation de bien a été instituée en cette cour, le 28 avril 1915.

C. H. LALONDE,  
Procureur de la demanderesse.  
Le 28 avril 1915. 4839—34-5

Cour Supérieure. No 4272. Canada. Province de Québec. District de Montréal. Dame Maria Georgiana Martinbeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Edouard Poirier, tailleur, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Joseph Edouard Poirier, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, le défendeur.

MARTINEAU & JODOIN,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Montréal, 16 août 1915. 4865—34-5

Cour Supérieure. No 653. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Adeline Lafrance, de la paroisse de Saint-Fortunat de Wolfestown, épouse commune en biens de Magloire Roberge, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Fortunat de Wolfestown, et la dite Dame Adeline Lafrance dûment autorisée aux fins des présentes à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Magloire Roberge, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Daté ce 8 septembre 1915. 5229—37-5

Superior Court. Quebec. No. 2492. Dame Amanda Auger, Plaintiff, vs Joseph L'Héroult, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 5th day of August instant.

FRANCŒUR, VIEN & THERIAULT,  
Attorneys for Plaintiff.  
Quebec, 16th August, 1915. 4832—34-5

Superior Court. Beauce. No. 2335. Eugénie Saindon wife of Charles Leclerc, trader of Sainte Justine, has instituted an action in separation as to property against her said husband

REMI BOLDUC,  
Attorney for the Plaintiff.  
Saint Joseph, Beauce, 20th July, 1915.  
4836—34-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 2963. Dame Cécile Bergeron, of Quebec, wife of Médéric Tremblay, master joiner, of the city of Quebec, duly authorized a ester en justice, Plaintiff; vs the said Médéric Tremblay, master joiner, of the city of Quebec, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twelfth day of August, 1915.

DORION & GOSSELIN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Quebec, 12th August, 1915. 4810

Superior Court. Canada. Province of Québec. District of Arthabaska. No. 160. Dame Ernestine Salvaille, wife commune en biens de Pierre Houle, agent, both of the parish of Saint Germain de Grantham, district of Arthabaska, and for the purposes here of duly authorized to ester en justice by and ordinance from the protonotaries, the judge being absent, Plaintiff, vs The said Pierre Houle of Saint Germain de Grantham, Defendant.

An action for separation to property has been instituted in this cause.

C. H. LALONDE,  
Attorney of the Plaintiff.  
The 28th April, 1915. 4840—34-5

Superior Court. No. 1472. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Maria Georgiana Martinbeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Edouard Poirier, tailor, of the same place, Plaintiff; vs the said Joseph Edouard Poirier, Defendant.

Plaintiff has this day instituted an action in separation as to property against her husband, the Defendant.

MARTINEAU & JODOIN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 16th August, 1915. 4866—34-5

Superior Court. No. 653. Province of Québec. District of Saint Francis. Dame Adeline Lafrance, of the parish of Saint Fortunat of Wolfestown, wife common as to property of Magloire Roberge, farmer of the said parish of Saint Fortunat of Wolfestown, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Magloire Roberge, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant this day.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Dated, 8th September, 1915. 5230—37-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 655. Dame Elisa Delisle de la ville de Cookshire, dit district, épouse de Louis Joseph Damase Gauthier, commerçant de la dite ville, duement autorisée à ester en justice, à institué une action en séparation de biens contre son dit époux, le vingt-sixième jour d'août 1915.

J. A. LEBLANC,  
Avocat de la demanderesse.  
Sherbrooke, 26 août 1915. 5105—36-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 3462.

Dame Marie Cédanie Roy, de la paroisse de Longueuil, district de Montréal, épouse commune en biens de Barthélemy Lefort, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

DECARY & DECARY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 1er septembre 1915. 5133—36-5

Cour Supérieure. Saint-Hyacinthe. No 158. Dme Eva Nadeau, ci-devant de la paroisse de Saint-Dominique, district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de la paroisse de La Présentation, dit district, épouse commune en bien de Rosalphe Letestu, ci-devant hôtelier, de la paroisse de Saint-Dominique, et maintenant de lieux inconnus, étant dûment autorisée à cette fin, a, ce jour, intenté devant cette Cour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

J.-O. BEAUREGARD,  
Avocat de la Demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 24 août 1915. 5007—35-5

Cour Supérieure. No 9571. Province de Québec. District de Bedford. Dame Calista Hutchins, du village de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de James Laduke du canton de Farnham-Est, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

GEO. H. BOIVIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 20 août 1915. 5241—37-5

**Avis de Faillites**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 40.

Dans l'affaire de "Maison Bissonnette", marchands généraux, Victoriaville.

Avis est par le présent donné qu'un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette présente affaire, au taux de 2½%, payable au bureau du soussigné, 63 rue Craig-Ouest, Edifice "Power", chambre 403, à Montréal, le ou après le 20 septembre 1915.

Toute opposition au dit dividende doit être produite chez le curateur avant cette date.

HERMAS GARIEPY,  
Curateur.  
Montréal, 10 septembre 1915. 5331½

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. No. 635. Dame Elisa Delisle of the town of Cookshire, said district, wife of Louis Joseph Damase Gauthier, trader of said town, has instituted an action in separation as to property against her said husband, on the twenty-sixth day of August, 1915.

J. A. LEBLANC  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke 26th August, 1915. 5106—36-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 3462.

Dame Marie Cédanie Roy, of the parish of Longueuil, district of Montreal, wife common as to property of Barthélemy Lefort, dealer, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has taken to day, an action in separation as to property against her husband.

DECARY & DECARY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 1st September, 1915. 5134—36-5

Cour Supérieure. Saint Hyacinth. No. 158. Dame Eva Nadeau, heretofore of the parish of Saint Dominique, district of Saint Hyacinth, and now of the parish of La Présentation, said district wife common as to property of Rosalphe Letestu, heretofore bartender, of the parish of Saint Dominique, and now of parts unknown, being legally authorized for these purposes, has, this day, instituted before this Court, an action in separation as to property against her said husband.

J.-O. BEAUREGARD,  
Attorney for Plaintiff.  
Saint Hyacinth, 24th August, 1915.  
5008—35-5

Superior Court. No. 9571. Province of Quebec. District of Bedford. Dame Calista Hutchins, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife common as to property of James Laduke, of the township of East Farnham, said district, and duly authorized à ester en justice has this day taken an action for separation as to bed and board and for separation as to property against her husband.

GEO. H. BOIVIN,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 20th August, 1915. 5242—37-5

**Bankrupt Notices**

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 40.

In the matter of "Maison Bissonnette", general merchant, Victoriaville, P. Q.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter at the rate of 2½%, payable at the office of the undersigned, 63 Craig street West, Power Bldg room 403, Montreal, on or after the 20th September, 1915.

Any opposition to said dividend sheet must be filed with the curator before that date.

HERMAS GARIEPY,  
Curator.  
Montreal, 10th September, 1915. 5332½

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District des Trois-Rivières,  
No 447.

*In re:* J. N. Cossette, Trois-Rivières, Qué.,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation jusqu'au 4 octobre 1915, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

HENRI BISSON,  
Curateur.

Edifice Banque d'Hochelaga.  
Trois-Rivières, 15 septembre, 1915. 5337

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 361.

*In re:* Joseph A. Hardy & Co., de Montréal, faisant affaires sous le nom de "Joseph A. Hardy & Co.", Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 10ème jour de septembre 1915, le soussigné a été nommé par ordonnance de cette Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau numéro 3 rue Notre-Dame est, sous 30 jours du présent avis.

OSCAR BEAUCHAMP,  
Curateur.

Bureau: 3 Notre-Dame Est.  
Montréal, 10 septembre 1915. 5335

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District d'Arthabaska,  
No 357.

Dans l'affaire de Cyrias Thibault, Victoriaville, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable sus-nommé a fait, ce dixième jour de septembre 1915, une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district d'Arthabaska.

H. H. BEAULIEU,  
Gardien provisoire.

Bureau de:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No 92 rue Notre-Dame Est.  
Montréal, Qué., 13 septembre 1915. 5359

Dans l'affaire de G. A. Powell, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé, et sera payable à mon bureau, le ou après le 5 octobre 1915.

ALEXANDRE BURNETT,  
Curateur.

205 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 18 septembre 1915. 5365

*Re* Ambroise Chouinard, Anse aux Griffons, Qué.  
Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 13 septembre 1915, et nous avons été nommés Gardiens provisoires.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Gardiens provisoires.

Bureaux: 98 rue Saint-Pierre, Québec.  
Québec, 14 septembre 1915. 5369

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Three Rivers,  
No. 447.

*In re:* J. N. Cossette, Three Rivers, Que.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 4th day of October, 1915, after which date this dividend will be payable at my office.

HENRI BISSON,  
Curator.

Hochelaga Bank Building.  
Three Rivers, 15th September, 1915. 5338

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 361.

*In re:* Joseph A. Hardy & Co., of Montreal, doing is business under the name of "J. A. Hardy & Co.", Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of September 1915, the undersigned has been appointed by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file claims at my office No. 3 Notre-Dame Street East, if they have not already done so within 30 days of the present notice.

OSCAR BEAUCHAMP,  
Curator.

Office: 3 Notre-Dame street East.  
Montreal, 10th September, 1915. 5336

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Arthabaska,  
No. 357.

In the matter of Cyrias Thibault, Victoriaville, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this 10th day of September, 1915, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the Prothonatary of the Superior Court for the district of Arthabaska.

H. H. BEAULIEU,  
Provisional Guardian.

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 Notre-Dame street East.  
Montreal, Que., 13th September, 1915. 5360

In the matter of G. A. Powell, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared and will be payable at my office on or after 5th October, 1915.

ALEXANDER BURNETT,  
Curator.

205 Saint James street.  
Montreal, 18th September, 1915. 5366

*Re* Ambroise Chouinard, Anse aux Griffonds, Que.  
Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, on the 13th day of September, 1915, and we have been appointed Provisional Guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Provisional Guardians.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.  
Quebec, 14th September, 1915. 5370

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 103-a-447.

*In re:* Geo. M. Martin, Montréal, Qué.,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en la susdite affaire, lequel sera sujet à objection jusqu'au 5 octobre 1915; après cette date, ce dividende sera payable à nos bureaux.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureaux de:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, Qué., 8 septembre 1915. 5341

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 85.

*In re:* Moïse Bindman, "A. Bindman & Co",  
Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en la susdite affaire, lequel sera sujet à objection jusqu'au 5 octobre 1915. Après cette date, ce dividende sera payable à nos bureaux.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, Qué., 9 septembre, 1915. 5343

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Terrebonne,  
No 190.

*In re:* C. Bourgeois, marchand, de la paroisse de  
Saint-Augustin, district de Terrebonne,  
Débiteur Insolvable;

et

Joseph Octave Séguin, Requérent cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire soussigné.

GRIGNON & FORTIER,  
Protonotaire C. S.

Sainte-Scholastique, 9 septembre 1915. 5339

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District des Trois-Rivières,  
No 20.

Dans l'affaire de W. O. Wilson *et al.*, Requérent-  
cession; & Americus Comeau, voiturier, de  
Sainte-Thècle, Failli.

Avis est par le présent donné que le débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure, à Trois-Rivières.

RAOUL FRIGON,  
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 13 septembre 1915. 5357

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 103-a-447.

*In re:* Geo. M. Martin, Montreal, Que.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which is open to objection until the 5th day of October, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92 Notre Dame street East.  
Montreal, Que., 8th September, 1915. 5342

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 85.

*In re:* Moïse Bindman, "A. Bindman & Co.",  
Montreal, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been declared in the above matter, which is open to objection until the 5th day of October, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92, Notre Dame street East.  
Montreal, Que., 9th September, 1915. 5344

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Terrebonne,  
No. 190.

*In re:* C. Bourgeois, merchant, of the parish of  
Saint Augustin, district of Terrebonne,  
Insolvent Debtor;

and

Joseph Octave Seguin, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the undersigned prothonotary.

GRIGNON & FORTIER,  
Prothonotary, S. C.

Sainte Scholastique, 9th September, 1915. 5340

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Three Rivers,  
No. 20.

In the matter of W. O. Wilson *et al.*, Petitioner  
for assignment; & Americus Comeau, carriage  
maker, of Sainte Thècle, Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, at Three Rivers.

RAOUL FRIGON,  
Provisional Guardian.

Three Rivers, 13th September, 1915. 5358

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Beauce.  
*Re:* George Leclerc, Sainte Marie, Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 octobre 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.  
J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 15 septembre 1915. 5425

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Beauce.  
*Re:* Arthur Dallaire, hôtelier, Sainte-Marie de Beauce, Insolvable.  
Avis est par le présent donné que le 9ème jour de septembre 1915, nous avons été nommés curateurs en cette affaire, et M. D. Miville Dechène, de Sainte-Marie de Beauce, inspecteur.  
Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans les trente jours de cette date.

LARUE TRUDEL & PICHER,  
Curateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",  
126 rue Saint-Pierre.  
Québec, 14 septembre 1915. 5427

*Cour supérieure.*

Province de Québec,  
District de Richelieu.  
*In re:* A. A. Lamothe, Saint-Ours, Qué., Insolvable.  
Un troisième dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 2 octobre 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureau: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 15 septembre 1915. 5429

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re:* J. H. Laforest, 339 Forsyth, Montréal, Insolvable.  
Avis est donné par la présente que le 14ième jour de septembre 1915, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.  
Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 15 septembre 1915. 5431

*Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec,  
No 1424.  
*Re:* Stelias Pappas & Michel Georges, faisant affaires sous la raison sociale de "Boston Confectionery Ice Cream Parlor", Insolvable.  
Avis est par le présent donné que les dits insolvable ont fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bu-

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Beauce.  
*Re:* Geo. Leclerc, Sainte Marie, Insolvable.  
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th October 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.  
J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.  
Quebec, 15th September, 1915. 5426

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Beauce.  
*Re:* Arthur Dallaire, hotelkeeper, Sainte Marie of Beauce, Insolvent.  
Notice is hereby given that on 9th September, 1915, we have been appointed curators in above matter and Mr. D. Miville Dechène, of Sainte Marie of Beauce, inspector.  
All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath within 30 days from this date.

LARUE TRUDEL & PICHER,  
Curators.

Offices: "Dominion Building"  
126 Saint Peter street.  
Quebec, 14th September, 1915. 5428

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Richelieu.  
*In re:* A. A. Lamothe, Saint Ours, Que., Insolvent.  
A third dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 2nd October, 1915, after which date this dividend will be payable at my office 83, Craig West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Office: 820 "Power" Bldg.  
Montreal, 15th September, 1915. 5430

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re:* J. H. Laforest, 339 Forsyth street, Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given that on the 14th day of September, 1915, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.  
Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,  
Curator

Office: 820 "Power" Bldg.  
Montreal, 15th September, 1915. 5432

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec,  
No. 1424.  
*Re:* Stelias Pappas & Michel Georges, doing business under the firm name of: "Boston Confectionery Ice Cream Parlor", Insolvent.  
Notice is hereby given that the said insolvent have made a judicial assignment of their assets at the office of the prothonotary of the Superior

reau du protonotaire de la Cour supérieure, à Québec, suivant la loi, le 15 septembre 1915.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Gardiens provisoires.

Bureaux: "Edifice Dominion".

126 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 16 septembre 1915.

5433

*Cour Supérieure.*

Canada,

Province de Québec,  
District de Québec.

Christos Koomas, de la cité de Québec, restaurateur, a, le 11 septembre 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,  
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 15 septembre 1915.

5421

*Cour supérieure.*

Canada,

Province de Québec,  
District de Beauce.

Re: Berberi & Boily, Saint-Côme, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 9 septembre 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 15 septembre 1915.

5423

### Avis

DANS LA COUR D'ECHEQUIER DU CANADA

#### AVIS

Il y aura une séance générale de la Cour d'Echiquier du Canada au Palais de Justice, en la cité de Québec, P. Q., à partir de lundi, le douzième jour d'Octobre, A. D., 1915, à 11 heures du matin.

Daté à Ottawa, ce 23ème jour d'août 1915.

Par ordre,

CHAS. MORSE,

4985—35—4

Régistrare.

Avis public est par le présent donné que Jas. Barrie, Wm. Murdock and Alex. W. Smaill, syndics du cimetière de l'Eglise Elgin, tous et chacun du comté de Huntingdon, P. Q., demanderont à son honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, de les constituer en corporation en vertu des prescriptions de la loi des cimetières.

GEO. W. MINGIE,

Procureur des requérants

Montréal, P. Q., 27 juillet 1915. 4689—33-2

#### AVIS.

Province de Québec,  
District de Chicoutimi.

Avis est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil par

Court, at Quebec, according to law, on 15th September, 1915.

LARUE TRUDEL & PICHER,  
Provisional guardians.

Office: "Dominion Building".

126 Saint Peter street, Quebec.

Quebec, 16th September, 1915.

5434

Canada,

Province of Quebec,  
District of Quebec.

Christos Koomas, of the city of Quebec, eating-house keeper, has, on the 11th of September, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,  
Provisional guardian.

Office: 44 and 45 Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.

Quebec, 15th September, 1915.

5422

*Superior Court.*

Canada,

Province of Quebec,  
District of Beauce.

Re: Berberi & Boily, Saint Côme, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 9th September, 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. Gagnon,  
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co.

Quebec, 15th September, 1915.

5424

### Notice

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

#### NOTICE

A general sitting of the Exchequer Court of Canada, will be holden at the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 18th day of October, A. D., 1915, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 23rd day of August, A. D., 1915.

By order,

CHAS. MORSE,

4986—35—4

Registrar.

Public notice is hereby given that Jas. Barrie, Wm. Murdock, and Alex. W. Smaill, trustees of Elgin Church Cemetery and D. Anderson MacFarlane and D. Archibald MacFarlane, all of Huntingdon county, P. Q., will apply to his honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for incorporation under the Quebec Cemeteries Act.

GEO. W. MINGIE,

Attorney for Petitioners.

Montreal, P. Q., 27th July, 1915. 4690—33-9

#### PUBLIC NOTICE

Province of Quebec,  
District of Chicoutimi.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant-Governor in

Henry Baring Powel, comptable, Alexandre Blair, officier de douane, James McDowal Grosart, gérant, Edward Luther Wood, commis, Robert Morrow Wynne, débardeur, tous de la ville de Chicoutimi, pour la confirmation d'un acte en leur faveur passé devant M<sup>re</sup> O. Bossé, N. P. le 24 de juillet 1915 d'un certain terrain décrit dans le dit acte et dans un procès-verbal de bornage avec la ville de Chicoutimi fait par A. Lamarre, arpenteur, pour être détenu, possédé et utilisé continuellement comme site de cimetière et être constitués en compagnie sous le nom de "The Chicoutimi Protestant Company".

BELLEY & GAGNE,  
Procureurs des Pétitionnaires.  
Chicoutimi, 12 août 1915. 4869—34—9

council, by Henry Baring Powel accountant, Alexander Blair, customs officer, James McDowal Grosart, manager, Edward Luther Wood, clerk, Robert Morrow Wynne, shipper, all of the town of Chicoutimi, for the confirmation of a certain deed executed before O. Bossé, N. P., on the 24th July, 1915, to themselves, of a certain land described in said deed and in a proces-verbal of bornage with the town of Chicoutimi made by A. Lamarre surveyor, to be held, owned and used as a cemetery forever and for their incorporation under the name of "The Chicoutimi Protestant Cemetery Company".

BELLEY & GAGNE,  
Attorneys for the Applicants.  
Chicoutimi, 12th August, 1915. 4870—34—9

### Ratification de Vente

#### SOUS L'AUTORITÉ DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

*Dans la Cour supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

Gagnon, Garant, Limitée, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, En Liquidation; et Joseph Philéas Eugène Gagnon, de la cité de Québec, Comptable, Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du Liquidateur soussigné, No 44, rue Dalhousie, à Québec, un acte de vente passé devant Reginald Meredith, notaire public, le neuvième jour de septembre 1915, et portant le numéro 6168 des minutes du dit notaire, de Joseph Philéas Eugène Gagnon, Liquidateur de Gagnon & Garant, Limitée, en liquidation, à la Banque Impériale du Canada, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Toronto, dans lequel acte de vente la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Roch de Québec, étant le coin nord-est des rues Grant et Saint-Valier, contenant soixante et sept pieds et huit pouces sur la partie ayant front sur la rue Saint-Valier, par soixante-huit pieds huit pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et étant le numéro mil huit cent soixante et onze (1871) aux plan et livre de renvoi du quartier Jacques-Cartier, en la dite cité de Québec—avec une maison en pierre et une maison en briques, dessus construites, et autres bâtiments et dépendances.

(Le lot 1871 est sujet à une redevance annuelle de \$48.00, payable aux héritiers de Ed. J. DeBlois.

Un autre lot de terre adjacent au précédent, du côté Est, compris entre la rue Saint-Valier, au sud et la rue Baronne au nord, mesurant environ quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur la rue Saint-Valier, et quarante-six pieds sur la rue Baronne, cent trente-trois pieds de profondeur et six mille deux cent six pieds de superficie, le tout plus ou moins, et portant aujourd'hui le numéro mil huit cent cinquante-sept A (1857A) et mil huit cent cinquante sept B (1857B) sur les plan et livre de renvoi du quartier Jacques-Cartier, en la dite cité de Québec.

Les lots Nos 1857A et 1857B sont assujettis à une redevance annuelle de \$6.00 payable à Mlle Hélène Roy; à une redevance annuelle de \$3.92 à Mlle Marie Roy, et à une autre de \$16.80 en

### Conformation of Sale

#### UNDER THE WINDING UP ACT

*In the Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.

Gagnon, Garant, Limitée, a body politic and corporate having its principal place of business at the city of Quebec, In Liquidation; and Joseph Philéas Eugène Gagnon, of the city of Quebec, Accountant, Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, 44 Dalhousie street, Quebec, a certain deed of sale passed before Reginald Meredith, notary public, on the ninth day of September, 1915, and bearing the number 6168 of the minutes of the said notary, from Joseph Philéas Eugène Gagnon, liquidator to Gagnon, Garant, Limited, in liquidation, to the Imperial Bank of Canada, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Toronto, in which deed of sale to property conveyed is most particularly described as follows, to wit:

A lot of land situated in the parish of Saint Roch of Quebec, being north east corner of Grant and Saint Valier streets, containing sixty seven feet and nine inches, fronting Saint Valier street, by sixty eight feet inches in depth, more or less, english measure and being number one thousand eight hundred and seventy one (1871) upon the official plan and book of reference in Jacques-Cartier ward, in the said city of Quebec—with a stone house and a brick house, thereon erected, and other buildings and dependencies.

(Lot 1871 is subject to an annual rent of \$48.00 payable to the heirs of Ed. J. DeBlois).

Another lot of land contiguous to the preceding one on the east side contained, between Saint Valier street to the south and Baronne street to the north, measuring about forty two feet and six inches in front on Saint Valier street, and forty six feet on Baronne street, one hundred and thirty three feet in depth and six thousand two hundred six feet in superficies, all more or less, and bearing to-day the number one thousand eight hundred and fifty seven A (1857 A) and one thousand eight hundred and fifty seven B (1857 B) of the official plan and book of reference of Jacques-Cartier ward of the said city of Quebec.

Lots No. 1857 A and 1857 B are subject to an annual rent of \$6.00 payable to Miss Helene Roy; an annual rent of \$3.92 to Miss Marie Roy, and another one of \$16.80 to Mr. Thomas Etienne Roy;

faveur de Thomas Etienne Roy; aussi à une de \$3.00 en faveur de M. Alfred Roy, ou de leurs représentants.

Un lot de terre ou emplacement étant l'encolure sud-est des rues Baronne et Grant, et portant le numéro dix huit cent cinquante-six sur les plan et livre de renvoi du quartier Jacques-Cartier, en la cité de Québec, —avec le hangar dessus construit, les dépendances et machineries qui s'y trouvent.

Et de plus, prenez avis que les certificats du registraire relatifs à la dite propriété ont été déposés au bureau du liquidateur soussigné en même temps que le susdit acte de vente.

La dite propriété était possédée et détenue, pendant les trois dernières années par les dits Gagnon & Garant, Limitée.

Les dits acte de vente et certificats du registraire ainsi déposés sous l'autorité et en conformité avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, de 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles, et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J.-P.-E. GAGNON,  
Liquidateur.

Bureaux: 44 rue Dalhousie,  
Immeuble Richelieu & Ontario Nav. Co.  
Québec, 15 septembre 1915. 5349—38-5

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } DAME VIRGINIE  
No 339. } SEGUIN ET AL;  
Demandeurs; contre PHILIBERT CARON,  
Défendeur.

Un terrain situé au village de Plessisville, du côté sud ouest de la rue Saint-Louis, contenant 6786 pieds plus ou moins en superficie, connu au cadastre du village de Plessisville, sous le No 116 —avec bâtisses, circonstances et dépendances; et partie du No 138 du dit cadastre, contenant environ 50 pieds de profondeur sur 60 pieds de front; prenant en front au No 116, en arrière à Achille Doucet et à Omer Béliveau, au nord à Evangéliste Galarneau et au sud à Joseph Paradis—avec bâtisses y construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

J. E. GIROUARD, Shérif.

Bureau du shérif. Shérif.  
Arthabaska, 15 septembre 1915.

5435—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915].

and also one of \$3.00 to Mr. Alfred Roy, or representatives

One lot of land or emplacement being the south east corner of Grant and Baronne streets, and bearing the number eighteen hundred and fifty six of the official plan and book of references of Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec—with the shed thereon erected, and dependencies and machinery contained therein.

And further take notice that the registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator, at his office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said Gagnon, Garant, Limited.

The said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised statutes of the province of Quebec (1909), and this notice is given in accordance with the provisions of the said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-P.-E. GAGNON,  
Liquidator.

Office: 44 Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 15th September, 1915. 5350—38-5

### Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } DAME VIRGINIE  
No. 339. } SEGUIN ET AL.,  
Plaintiffs; against PHILIBERT CARON, Dé-  
fendant.

A piece of land situated in the village of Plessisville, on the south-westerly side of Saint Louis street, containing 6786 feet more or less, in superficies, known under the official plan and book of reference for the village of Plessisville, under No. 116—with buildings, circumstances and dependencies; and part of No. 138 of said plan and book of reference, containing about 50 feet in depth, by 60 feet in front; bounded in front to No. 116, in the rear to Achille Doucet and to Omer Béliveau, to the north side to Evangéliste Galarneau and to the south side to Joseph Paradis—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte de Somerset, on the NINE-TEENTH day of OCTOBER next, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD, Sheriff.

Sheriff's office. Sheriff.  
Arthabaska, 15th September, 1915.

5436—38-2

[First published, 18th September, 1915].

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

*Cour supérieure.*

District de Beauharnois. } RICHARD S.  
No. 2727. } FEENEY, ES-  
QUALITE, Demandeur; vs RÉVÉÉEND J. A.  
TOUPIN, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Trois terrains sis et situés dans la paroisse de Saint-Anicet, connus et désignés respectivement sur le plan et au livre de renvois officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous les Nos 332, 395 et 409.

2. Quatre lots de terre sis et situés dans la cité de Salaberry de Valleyfield et connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 260, 261, 262 et 263 du No 95, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile.

Pour être vendus séparément.

1. Les lots Nos 332, 395 et 409 en premier lieu ci-dessus désignés, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, JEUDI, le VINGT-ET-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

2. Les lots de subdivisions Nos 260, 261, 262 et 263 du No 95 en second lieu ci-dessus désignés, seront aussi vendus séparément en mon bureau en la cité de Salaberry de Valleyfield, VENDREDI le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 14 septembre 1915.

5403—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit—District de Beauharnois.*

Valleyfield, à savoir: } THE THOS. DAVID-  
No 7947. } SON MFG. Co.,  
LIMITED, Demanderesse; vs D. S. McLAT-  
CHIE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, sous le No 336—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, district de Beauharnois, VENDREDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 23 août 1915.

4997—35-2

[Première publication, 28 août 1915.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

## Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

*Superior Court.*

District of Beauharnois. } RICHARD S.  
No. 2727. } FEENEY, ES-  
QUALITE, Plaintiff; vs REVEREND J. A. TOU-  
PIN, Defendant.

As belonging to said Defendant:

1. Three lots of land lying and situate in the parish of Saint Anicet, respectively known and designated upon the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, under the Nos. 332, 395 and 409.

2. Four lots of land lying and situate in the city of Salaberry de Valleyfield and known and designated as being the subdivisions Nos. 260, 261, 262, and 263 of lot No. 95, upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile.

To be sold separately:

The lots Nos. 332, 395 and 409 firstly hereinabove described, to be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, district of Beauharnois, on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

2. The subdivision lots Nos. 260, 261, 262 and 263 of lot No. 95 secondly herienabove described, to be sold separately at my office, in the city of Salaberry de Valleyfield, on FRIDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.  
Salaberry de Valleyfield, 14th September, 1915.

5404—38-2

[First published, 18th September, 1915.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Beauharnois.*

Valleyfield, to wit: } THE THOS. DAVID-  
No. 7947. } SON MFG. CO.,  
LIMITED, Plaintiff; vs D. S. McLATCHIE,  
Defendant.

As belonging to the Defendant:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, under the No. 336—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, district of Beauharnois, on FRIDAY, the FIRST day of OCTOBER next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.  
Salaberry de Valleyfield, 23rd August, 1915.

4998—35-2

[First published, 28th August, 1915.]

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } J. JOSEPH LEVESQUE,  
No 4448. } cultivateur de Jon-  
quières; vs MERIDÉE RACINE, ET AL., de  
Saint-Charles Borromée.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquières, sous le numéro 22-i-15, lequel mesure 90 pieds de profondeur du nord au sud, sur une largeur de 110 pieds de l'est à l'ouest; borné au nord par une rue de 26 pieds de large, à l'est à Méridée Racine, ou représentants; au sud par un terrain appartenant à Amédée et Joseph Bergeron, ainsi qu'à l'ouest—avec bâtisses y érigées; mais à distraire du dit lopin de terre toute cette partie de terrain vendue par Méridée Racine à Joseph et Amédée Bergeron, contenant 62 pieds de largeur de l'est à l'ouest du côté nord, et 65 pieds de largeur de l'est à l'ouest du côté sud, sur 95 pieds de profondeur;

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Bourget, sous le numéro 31—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit: le premier immeuble, à la porte de l'église de Jonquières, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et le deuxième immeuble, à la porte de l'église de Saint-Charles Borromée, le MÊME jour à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 11 septembre 1915.

5361—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915.]

## MANDAT DU CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir: } J. E. COTE, Curateur,  
No 4200. } et GAUTHIER &  
FRERE, Faillis, de Jonquières.

Tout ce lopin de terre connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquières, comme faisant partie du lot No 15-9 des dits rang et canton, lequel mesure 80 pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur toute la profondeur qui peut y avoir entre la rue Baillargeon au nord et le terrain de Grégoire Savard, ou ses représentants au sud, et est borné à l'est, partie par le terrain de Johnny Boudreault, ou ses représentants, et partie par le terrain de Johnny Bouchard ou ses représentants, et à l'ouest par le terrain de Pierre Gauthier, père, ou représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquières, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 11 septembre 1915.

5363—38-2

[Première publication 18 septembre 1915.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH LEVESQUE,  
No. 4448. } farmer, of Jonquières;  
vs MERIDÉE RACINE ET AL., of Saint Charles  
Borromée.

All that parcel of land or emplacement forming part of the lot known and designated upon the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquières, under the number 22-i-15, measuring 90 feet in depth from north to south by 110 feet in width from east to west; bounded on the north by a street of 26 feet in width, on the east by Méridée Racine, or representatives; on the south and west by a parcel of land belonging to Amédée and Joseph Bergeron—with the buildings thereon erected; to be deducted from said parcel-of land all the portion thereof sold by Méridée Racine to Joseph and Amédée Bergeron, containing 62 feet in width from east to west on the north side, and 65 feet in width from east to west on the south side by 95 feet in depth.

The lot of land known and designated upon the official cadastre for the second range of the township of Bourget, under the number 31—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as follows: The immoveable firstly, described at the church door of Jonquières, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable secondly described at the church door of Saint Charles Borromée, on the SAME day, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 11th September, 1915.

5362—38-2

[First published 18th September, 1915.]

## CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit: } J. E. COTE, Curator;  
No. 4200. } and GAUTHIER  
& FRERE, Insolvents, of Jonquières.

All that parcel of land known and designated upon the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquières, as forming part of the lot No. 15-9 of said range and township, measuring, the said parcel of land, 80 feet in width from east to west, by whatever depth there may be from Baillargeon street on the north to the land of Grégoire Savard, or representatives on the south, and bounded on the east partly by the land of Johnny Boudreault or his representatives and partly by the land of Johnny Bouchard or his representatives, and on the west by the land of Pierre Gauthier, senior, or representatives—with the buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Jonquières, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 11th September, 1915.

5364—38-2

[First published, 18th September, 1915.]

## Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

No 7136.

TANCREDÉ ARCHAM-  
BAULT, Demandeur;  
contre les héritiers de PATRICK MURPHY,  
Défendeurs.

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Zénon, dans la canton Provost; borné en front par le chemin Sainte-Louise, en profondeur par les lots du Gouvernement, d'un côté par Joseph Lachance ou représentants, et de l'autre par Albert Lefebvre ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Zénon, MARDI, le DIX-NEUF OCTOBRE, mil neuf cent quinze, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif,

Shérif.

Joliette, 15 septembre 1915.

5395—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

No 8673.

CLEOPHAS LAREAU,  
journalier, de Mont-  
réal, Demandeur; contre J. B. CHARBON-  
NEAU, journalier, de Montréal, Défendeur.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Repentigny, comté de l'Assomption, sous le numéro vingt-quatre (24).

Pour être vendu à la porte de l'église de Repentigny, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent quinze, à UNE heure de après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif,

Shérif.

Joliette, 25 août 1915.

5021—35-2

[Première publication, 28 août 1915.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Joliette.*

No. 7136.

TANCREDÉ ARCHAM-  
BAULT, Plaintiff;  
against the heirs of PATRICK MURPHY,  
Defendants.

A lot of land situate in the parish of Saint Zenon, in Provost township; bounded in front by Sainte Louise road, in depth by the Government lots, on one side by Joseph Lachance or representatives, and on the other side by Albert Lefebvre or representatives.

To be sold at the church door, of Saint Zenon, on TUESDAY, the NINETEENTH day of OCTOBER one thousand nine hundred and fifteen, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office,

Sheriff.

Joliette, 15th September, 1915. 5396—38-2

[First published, 18th September, 1915.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

No. 8673.

CLEOPHAS LAREAU,  
laborer, of Montreal,  
Plaintiff; against J. B. CHARBONNEAU,  
laborer, of Montreal, Defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Repentigny, county of Assomption, under the number twenty four (24).

To be sold at the church door of Repentigny, on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office,

Sheriff.

Joliette, 25th August, 1915. 5022—35-2

[First published, 28th August, 1915.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—Montmagny.*

Montmagny, à savoir:

No 154.

IRENEE COULOM-  
BE, sectionnaire, du  
Cap Saint-Ignace, Demandeur; contre JOHNNY  
BERNIER, de Sainte-Appolline, Défendeur.

1. La juste moitié nord-est du lot No six (6), dans le sixième rang du canton Patton, comté de Montmagny—avec batisses dessus construites, comprenant entre autres un moulin à scie, de même que toutes les machineries, engins, poulies, strappes et outillages divers dans le dit moulin servant à son usage.

2. Un terrain situé sur le rang A du canton Bourdage, de forme triangulaire; borné au sud au terrain du Transcontinental, au nord-est au tracé actuel de la route de l'Anse-à-Gilles et au nord-ouest à l'ancien tracé de la dite route.

3. Un autre terrain de forme triangulaire et situé au même endroit; borné au nord au Transcontinental, au nord-ouest à l'ancienne route dite "l'Anse-à-Gilles", au nord-est à la route actuelle,—avec toutes les bâtisses érigées sur les terrains sus désignés. Ces terrains sont maintenant connus comme étant savoir: la partie A du No dix-sept, contenant soixante-quinze centième d'acre, la partie A du lot No dix-huit

## Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Montmagny.*

Montmagny, to wit:

No. 154.

IRENEE COULOM-  
BE, section foreman,  
of Cap Saint Ignace, Plaintiff; against JOHNNY  
BERNIER, of Sainte Appolline, Defendant.

1. The exact north east half of lot number six (6) in the sixth range of Patton township, county of Montmagny—with the buildings thereon erected, including amongst others a sawmill with all the machinery, engines, pulleys, belting and equipment in the said mill and.

2. A parcel of land of triangular shape situate on range A of Bourdage township; bounded on the south by the land of the Transcontinental, on the north east by the present right of way of the road of l'Anse a Gilles, and on the north west by the old right of way of said road.

3. Another parcel of land of triangular shape, situate at the same place; bounded on the north by the Transcontinental, on the north west by the old road called l'Anse-a-Gilles, and on the north east by the new road—with all the buildings erected upon the above parcels of land which are now known and designated as follows: Part A of number seventeen, containing seventy-five hundredths of an acre, part A of lot number

contenant un acre; aussi les parties "B" et "C" du même lot contenant cinquante centième d'acre chacun, les dits lots situés sur le rang A, du dit canton Bourdage, étant respectivement désignés comme faisant partie des lots Nos dix-sept et dix-huit; tel que le tout est désigné dans une lettre patente émise par le département provincial des terres en faveur du vendeur le 25 avril 1911.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Appolline, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 15 septembre 1915. 5397—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—Montmagny.*

Montmagny, à savoir: } IRENÉE LORD,  
No 110. } m a r c h a d, de  
Saint-Cyrille, Demandeur; contre LOUIS et  
VICTOR POITRAS, du même lieu, Défendeurs.

La demie est du lot de terre numéro trois (3), connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du troisième rang du canton Lessard, dans le comté de l'Islet, formant en superficie soixante-trois arpents—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 15 septembre 1915. 5399—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—Montmagny.*

Montmagny, à savoir: } WILLIAM THI-  
No 178. } B A U L T, commer-  
cant, de Saint-Eugène, Demandeur; contre LES  
HERITIERS de feu Louis Cloutier, en son vivant  
cultivateur, Défendeur.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse du Cap St-Ignace, comme étant le No six cent cinquante-et-un (651) du dit cadastre, de la contenance de un arpent et demie de front depuis le chemin public du troisième rang de la dite paroisse, courant sud sur une profondeur de dix arpents et de là reprenant une largeur de dix-huit perches sur vingt-six arpents de profondeur; avec réserve de la récolte sur le dit terrain en faveur de qui de droit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 25 août 1915. 4993—35-2

[Première publication, 28 août 1915.]

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

eighteen containing one acre; also parts "B" and "C" of same lot containing fifty hundredths acre each the said lots situated on range A of said Bourdage township, being respectively designated as forming part of lot numbers seventeen and eighteen; the whole as described in letters patent issued by the Crown Lands Department on the 25th April, 1911, in favor of the seller.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Appolline, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 15th September, 1915.  
5398—38-2

[First published, 18th September, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—Montmagny.*

Montmagny, to wit: } IRENEE LORD,  
No. 110. } merchant, of Saint  
Cyrille, Plaintiff; against LOUIS and VICTOR  
POITRAS, of the same place, Defendants.

The east half of the lot of land number three (3), known and designated upon the official plan and book of reference of the third range of Lessard township, in the county of L'Islet, containing sixty three arpents in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 15th September, 1915.  
5400—38-2

[First published, 18th September, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—Montmagny.*

Montmagny, to wit: } WILLIAM THI-  
No. 178. } B A U L T, trader,  
of Saint Eugène, Plaintiff; against THE HEIRS  
of the late Louis Cloutier, in his lifetime, farmer  
Defendant.

A lot of land known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of Cap Saint Ignace, as being the number six hundred and fifty one (651) of the said cadastre, containing one arpent and a half in front from the public road of the third range of the said parish, going south for a depth of ten arpents, and thence retaking a width of eighteen perches by twenty six arpents in depth; with reserve of the harvest on the said lot of land in favor of whom it may concern—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 25th August, 1915. 4994—35-2

[First published, 28th August, 1915.]

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **ARTHUR DROUIN**,  
No 2872. } Demandeur; vs H. L. DESAULNIERS, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Berri, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot No cent vingt-deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quarante (P. N.-O. 240-122), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant, la dite partie de lot, quarante-cinq pieds de largeur par cent quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Berri, en arrière par le lot No 240-135, sur le côté nord-ouest, par le lot No 240-123, et sur l'autre côté par le résidu du dit lot No 240-122—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 15 septembre 1915. 5383—38-2  
[Première publication, 18 septembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME NATHALIE**  
No 4315. } **LALONDE**, veuve  
de Chs. A. Depocas, des cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de J. FRIGON, Défendeur.

Un certain lot de terre ayant front sur la rue Saint-Denis, à Montréal, connu et désigné, comme étant la partie moitié nord-ouest du lot numéro trois cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro huit (8-½ N. O. 354) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 15 septembre 1915. 5385—38-2  
[Première publication, 18 Septembre 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **JOSEPH E. GIROUARD**  
No 58. } & **PAUL J. VALENTINE**,  
Curateurs aux biens de **MOSES WAXMAN**, Insolvable; et **ELIE PANDEIN**, Requé-  
rant.

1. Quatre lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros un, deux, trois et quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent cinquante-quatre (454-1, 2, 3, 4), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, ayant front sur la rue Saint-Urbain—avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 1275 à 1289 de la rue Saint-Urbain, les dits quatre lots formant une seule exploitation et devant être vendus comme telle;

2. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, étant le résidu et la partie indivise du lot numéro quatre cent cinquante-quatre (454), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant soixante pieds de largeur par cent quinze de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: en avant, vers le

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **ARTHUR DROUIN**,  
No. 2872. } Plaintiff; vs H. L. DESAULNIERS, Defendant.

An emplacement fronting on Berri street, in the city of Montreal, known and designated as the north west part of lot No. one hundred and twenty two of the subdivision of original lot number two hundred and forty (P. N. W. 240-122), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, containing, said part of lot, forty five feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Berri street, in rear by lot No. 240-135, on the north west side by lot No. 240-123, and on the other side by the residue of said lot No. 240-122,—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Montreal, 15th September, 1915. 5384—38-2  
[First published, 18th September, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME NATHALIE**  
No. 4315. } **LALONDE**, widow of  
Chs. A. Depocas, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of J. FRIGON, Defendant.

One lot of land fronting on Saint Denis street, in Montreal, known and designated as the north-west half part of lot number three hundred and fifty-four of the official subdivision of lot number eight (8-½ N. W. 354) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th September, 1915. 5386—38-2  
[First published, 18th September, 1915.]

**CURATOR'S WARRANT.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **JOSEPH E. GIROUARD**  
No. 58. } & **PAUL J. VALENTINE**,  
Curators to the property of **MOSES WAXMAN**, Insolvent; and **ELIE PANDEIN**,  
Petitioner.

1. Four lots of land situated in the city of Montreal, known and designated under numbers one, two, three and four of the official subdivision of the original lot number four hundred and fifty-four (454-1, 2, 3, 4), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, fronting on Saint-Urbain street—with buildings thereon erected and bearing civic numbers 1275 to 1289 Saint Urbain street, the said four lots forming but one property (une seule exploitation) and to be sold together as such;

2. One lot of land situated in the city of Montreal, being the residue and undivided portion of lot number four hundred and fifty four (454), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring sixty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, english measure, and

nord-est, par la rue Clark, au sud-ouest, par les lots numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent cinquante-quatre (454-4), sur les dits plan et livre de renvoi officiels, sur un côté par le lot numéro quatre cent cinquante-cinq ou ses subdivisions, et de l'autre côté, au sud-est, par le lot numéro quatre cent cinquante-trois (453) ou ses subdivisions—avec trois bâtisses sur fondation de béton et lambrissées en briques dessus construites, comprenant quinze habitations, portant les numéros 1374 à 1390, de la rue Clark.

3. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Frontenac, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro deux cent trente-neuf du lot officiel numéro cent soixante-six (166-239), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, en la cité de Montréal, contenant trente-deux pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 415 et 417 de la dite rue Frontenac, et y compris les droits que les vendeurs peuvent avoir sur la ruelle qui se trouve près du dit lot.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 15 septembre 1915. 5387—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME ALICE  
No 2492. } DAOUST, de la ville  
d'Outremont, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de Henri René Napoléon Viau, courtier, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Demandeurs; contre les terres et tènements de CHARLES MALUS, Défendeur.

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante et soixante-un de la subdivision officielle du lot numéro douze cent deux (1202-60 et 61), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, et bornés en front par la rue Rivard, formant une seule et même exploitation—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.  
Montréal, 15 septembre 1915. 5389—38-2  
[Première publication, 18 septembre 1915.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } EDMOND RI-  
No 909. } CHARD, Deman-  
deur; contre les terres et tènements de PIERRE ROCHELEAU, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Cartier, autrefois rue Gain, dans le quartier Papineau, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinquante-six de la subdivision officielle du lot primitif douze cent vingt-cinq (1225-56) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dite cité, contenant vingt-cinq pieds de largeur, par soixante-quatorze pieds de profondeur, avec droit dans la ruelle du côté sud-est en commun avec ceux y ayant droit, le dit lot sujet à un droit de passage en arrière en faveur du lot voisin cinquante-sept, de la dite subdivi-

bounded as follows: in front to the north east, by Clark street, on south west by lots number four of the official subdivision of original lot number four hundred and fifty four (454-4), on said official plan and book of reference, on the side by lot number four hundred and fifty five or its subdivisions, and on the other side, to the south east, by lot number four hundred and fifty three (453) or its subdivisions—with three brick encased buildings on concrete foundation thereon erected comprising fifteen dwellings, bearing numbers 1374 to 1390 Clarke street.

3. One lot of land situated in the city of Montreal, fronting on Frontenac street, known and designated as subdivision lot number two hundred and thirty nine of the official lot number one hundred and sixty six (166-239), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in the city of Montreal, containing thirty two feet in width by a depth of eighty feet, english measure—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 415 and 417 of said Frontenac street, and with the rights that the vendors might have in the lane near the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th September, 1915.

5388—38-2

[First published, 18th September, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME ALICE  
No. 2492. } DAOUST, of the town of Outremont, in the district of Montreal, wife separated as to property of Henri René Napoléon Viau, broker, of the same place, and the latter a party hereto to authorize his said wife, Plaintiff's; against the lands and tenements of CHARLES MALUS, Defendant.

Two lots of land known and designated under the numbers sixty and sixty one of the official subdivision of lot number twelve hundred and two (1202-60 and 61), of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, and bounded in front by Rivard street, forming one single plot—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th September, 1915. 5390—38-2  
[First published, 18th September, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } EDMOND RICHARD,  
No. 909. } Plaintiff; against the  
lands and tenements of PIERRE ROCHELEAU,  
Defendant.

A lot of land fronting on Cartier street, formerly Gain street, in Papineau Ward, in the city of Montreal, known and designated under the number fifty six of the official subdivision of primitive lot number twelve hundred and twenty five (1225-56) of the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, said city, measuring twenty five feet in width by seventy four feet in depth, with the use of the lane on the south east side in common with others having rights therein, the said lot subject to a right of passage in rear of favor the adjacent lot fifty seven, of

sion douze cent vingt-cinq, tel qu'accordé et stipulé dans la promesse de vente, par Joseph Brunet à P. Binette, mentionnée dans l'acte d'acquisition du vendeur—avec maison portant les numéros civiques 1208, 1210 et 1212, de la dite rue Cartier, et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,  
Bureau du Shérif, Député-shérif.  
Montréal, 15 septembre 1915. 5391—38-2  
[Première publication, 18 Septembre 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH HORACE DAVID  
No. 578. } J. avocat et conseil en loi du  
Roi, Demandeur; vs DAME IRENA MARTIN,  
épouse séparée des biens de Thomas Adolphe  
Durand, commis, et ce dernier pour autoriser  
son épouse aux fins des présentes, tous deux de la  
ville d'Outremont, district de Montréal, Défendeurs.

Un lot de terre sis Avenue Bloomfield, Outremont, désigné sous le numéro trois cent soixante-et-deux de la subdivision officielle de la terre No 34a, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 492 Avenue Bloomfield.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

P.-M. DURAND,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 15 septembre 1915. 5393—38-2  
[Première publication, 18 septembre 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME ROSE DELI-  
No 827. } MA LAMARRE,  
des cité et district de Montréal, épouse séparée  
de biens par contrat de Mariage de Pierre Noel,  
du même lieu, agissant tant personnellement qui  
en sa qualité de grevée de la substitution créée  
par le testament de feu Dame Florence Mailloux,  
veuve de feu A. Lamarre, en son vivant de la  
paroisse de St-Antoine de Longueuil, district  
de Montréal, et reçu devant P. Brais, et le dit  
Pierre Noel, pour autoriser sa dite épouse aux  
présentes; et MICHEL MAILLOUX, bourgeois, de  
la paroisse de Laprairie, dit district, agissant en sa  
qualité de curateur à la dite substitution, Demandeurs; contre les terres et tenements de la  
COMPAGNIE J. A. GUILLEMETTE, LIMITEE,  
corps incorporé, ayant son principal  
bureau d'affaires en les cité et district de Montréal,  
mais entre les mains de Téléphore Dérome,  
employé civil, de Montréal, curateur nommé au  
délaissement fait en cette cause, Défenderesse.

Trois lots de terre situés dans le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, étant connus et désignés comme: (a) subdivision officielle cinquante-sept du lot originaire douze cent quatre-vingt-douze et subdivision officielle numéro onze du lot originaire numéro douze cent quatre-vingt-seize; (b) subdivision officielle numéro cinquante-huit du lot originaire douze cent quatre-vingt-douze, et subdivision officielle numéro douze du lot originaire numéro douze cent quatre-vingt-seize; (c) subdivision officielle numéro treize du lot

said subdivision twelve hundred and twenty five as granted and stipulated in a promise of sale by Joseph Brunet to P. Binette, mentioned in the deed whereby said lot was acquired by the seller—with a house bearing the civic numbers 1208, 1210 and 1212, Cartier street, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th September, 1915. 5392—38-2  
[First published, 18th September, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH HORACE DA-  
No. 578. } VID, advocate and  
King's Council, Plaintiff; vs DAME IRENA  
MARTIN, wife separated as to property of  
Thomas Adolphe Durand, clerk, and the latter  
to authorize his wife for the purposes hereof,  
both of the town of Outremont, district of  
Montreal, Defendants.

A lot of land situate on Bloomfield Avenue, Outremont, designated under the number three hundred and sixty two of the official subdivision of the lot No. 34a, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing the civic number 492 Bloomfield Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock (NOON).

P. M. DURAND,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th September, 1915. 5394—38-2  
[First published, 18th September, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME ROSE DELI-  
No. 827. } MA LAMARRE,  
of the city and district of Montreal, wife, separated as to property, by marriage contract, of Pierre Noel, of the same place, acting both personally and in her capacity of institute in the substitution created by the last will and testament of the late Dame Florence Mailloux, widow of the late A. Lamarre, in her lifetime of the parish of St-Antoine de Longueuil, district of Montreal, and done and passed, the said testament, before P. Brais, and the said Pierre Noel, to authorize his said wife for the purposes hereof; and MICHEL MAILLOUX, gentlemen, of the parish of Laprairie, said district, acting in his capacity of curator to the said substitution, Plaintiff's; against the lands and tenements of the COMPAGNIE J. A. GUILLEMETTE, LIMITEE, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, but now in the hands of Téléphore Derome, civil employee, of Montreal, appointed curator to the surrender made in this cause, Defendant.

Three lots of land situated in Saint Mary's ward, in the city of Montreal, being known and designated as follows, viz.: (a) Official subdivision fifty seven of lot original number twelve hundred and ninety two and official subdivision number eleven of lot original number twelve hundred and ninety six; (b) official subdivision number fifty eight of lot original number twelve hundred and ninety two and official subdivision number twelve of the original number twelve hundred and ninety six; (c) official subdivision

originaire douze cent quatre-vingt-seize aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle contigues aux dits terrains, —avec ensemble les constructions sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,  
Député-shérif.  
Bureau du shérif,  
Montréal, 11 septembre 1915. 5157—36-2  
[Première publication, 4 septembre 1915 est nulle.]  
[Première publication, 18 septembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ROBERT HOME FAIR-  
No. 2164. } WEATHER, Demandeur; contre les terres et ténements de PAUL MALOUIN, Défendeur.

Un lot de terre du Quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, étant la moitié nord-ouest de cet emplacement connu et désigné comme étant la subdivision deux cent trente et un (N.-O. ½ de 231) du lot numéro trois cent trente et un (331) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné en front par la rue de Lanaudière, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot No 331, subdivision deux cent trente des dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision No 231 et contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, —avec les droits et appartenances s'y rattachant, et avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,  
Député-shérif.  
Bureau du shérif,  
Montréal, 11 septembre 1915. 5163—36-2  
[Première publication, 4 septembre 1915 est nulle.]  
[Première publication, 18 septembre 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOHN ESDALE MOL-  
No 5055. } SON, Demandeur; contre HENRY W. LUPTON, Défendeur.

Un certain emplacement du Parc Molson, à Rosemont, connu sur le plan officiel de la subdivision du lot numéro deux cent neuf des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, comme étant le numéro deux cent cinquante-deux, contenant, d'après la mesure anglaise, et plus ou moins, vingt-huit pieds de large par quatre-vingt-quinze pieds et un pouce de profondeur, le dit emplacement ayant front sur le nouveau chemin de la Côte de la Visitation —avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Shérif.  
Bureau du shérif,  
Montréal, 25 août 1915. 5009—35-2  
[Première publication, 28 août 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } M<sup>TRES</sup> WEINFELD  
No 3165. } & Co., de Montréal, avocats distayant pour leur frais dans une cause en laquelle Dame Sarah Brodie, des cité et district de Montréal, veuve de feu Julius Vein, en

number thirteen of lot original number twelve hundred and ninety six, upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, with a right of passage in common with others in the lane, contiguous to above described lots, —together with the constructions thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's office,  
Montreal, 11th September, 1915. 5158—36-2  
[First published, 4th September, 1915 is null.]  
[First published, 18th September, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ROBERT HOME FAIR-  
No. 2164. } WEATHER, Plaintiff; against the lands and tenements of PAUL MALOUIN, Defendant.

A lot of land in the Saint Denis ward, of the said city of Montreal, being the north westerly half of that certain lot of land known and designated as subdivision two hundred and thirty one (N.-W. ½ of 231) of the number three hundred and thirty one (331) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by de Lanaudière street, in rear by al ane, on one side by lot No. 331, subdivision two hundred and thirty of said official plan and book of reference and on the other side by the remainder of said subdivision No. 231 and containing twenty five feet in width by ninety-three in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measure, —with the rights and appurtenances thereto belonging, with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,  
Deputy-sheriff.  
Sheriff's office,  
Montreal, 11th September, 1915. 5154—36-2  
[First published, 4th September, 1915 is null.]  
[First published, 18th September, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOHN ESDALE MOL-  
No. 5055. } SON, Plaintiff; against HENRY W. LUPTON, Defendant.

That certain emplacement at Molson Park, in Rosemont, known on the official subdivision plan of lot number two hundred and nine of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, by the number two hundred and fifty two, containing in english feet and more or less, twenty eight feet in width by ninety five feet and one inch in depth, the said emplacement fronting on new Côte Visitation road —with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.  
Sheriff's office,  
Montreal, 25th August, 1915. 5010—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } M<sup>TRES</sup> WEINFELD  
No. 3165. } & Co., of Montreal, advocates, distracting for costs in a certain suit wherein Dame Sarah Brodie, of the city and district of Montreal, widow of the late Julius Vein,

son vivant de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, était Demanderesse; contre M. SIMINOVITCH, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, M. Siminovitch, l'immeuble suivant:

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, en la dite cité de Montréal, et ayant front sur la rue Cadieux, portant les numéros 584 à 590, ci-devant rue Saint-Constant et connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier comme étant le numéro un de la subdivision du lot numéro sept cent soixante et huit (768-1)—avec deux maisons en bois lambrissées en briques et les appartenances dessus construites, avec aussi droit de passage en commun et mitoyen de huit pieds de large et de quarante pieds de profond à être pris pour une moitié sur ce lot et pour l'autre moitié sur le lot de terre adjacent du côté sud-est des dites prémisses plus haut décrites, et tel qu'établi par un acte de vente d'un certain John Kelly à Charles Bowles, acte passé par-devant J. E. O. Labadie et collègue, notaire, en date du 7 mai 1859, et enregistré dans la division de Montréal, le 12 de mai 1859, sous le numéro 25735; le dit lot contenant, à l'origine, trente pieds et neuf pouces en largeur et cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins et mesure française; sauf à retrancher aujourd'hui cette partie de trente pieds vendue par M. Moreau à John Atkin, par acte passé devant Mtre Dumouchel, notaire, en date du 10 juillet 1890, et dûment enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal-Est, le 25 novembre 1890, sous le numéro 27,562.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'OCTOBRE, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 25 août 1915. 5011—35-2  
[Première publication, 28 août 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LE CREDIT FONCIER  
No 4329. } FRANCO-CANADIEN  
Plaintiff; contre DAME RACHEL  
LECKER, veuve de feu Bernard Cross, et al.,  
Défendeurs.

Comme appartenant à Samuel Goldstein, un des Défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Trois lots de terre situés sur l'Avenue Henri Julien à l'angle Nord-Est de la rue Marie-Anne, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros sept cent quarante-sept, sept cent quarante-huit et sept cent quarante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-747, 748 et 749) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 25 août 1915. 5013—35-2  
[Première publication, 28 Août, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME MARY CATHERINE  
No 633. } JORDAN,  
des cité et district de Montréal, veuve de  
feu Joseph Gavina Cantana Meagher, en son  
vivant du même endroit, marchand, Demande-  
resse; contre DELLE JESSIE MUNRO, de la  
cité de Westmount, district de Montréal, fille  
majeure, Défenderesse.

in his lifetime of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, was Plaintiff; against M. SIMINOVITCH, Defendant.

As belonging to the said defendant M. Siminovitch, the following immoveable, to wit:

A lot of land situate in the Saint Louis ward, in the said city of Montreal, and fronting on Cadieux street bearing numbers 584 to 590, heretofore Saint Constant street, and known upon the official plan in the book of reference of said ward, as subdivision number one of lot number seven hundred and sixty eight (768-1)—with two wooden houses encased with brick and appurtenances thereon erected and with right in common in the passage mitoyen of eight feet wide by a depth of forty feet, to be taken one half from this lot and the other half to be taken from the adjoining lot of land on the south east side of the said above described premises and as established by deed of sale from one John Kelly to Charles Bowles, by deed, before J. E. O. Labadie and colleague, notary, of date the 7th May, 1859, and registered in the division of Montreal, on the 12th of May, 1859, under No. 25,735; containing originally said lot thirty eight feet nine inches in front, by one hundred and twenty feet in depth, more or less, french measure; but to be distracted to-day that portion of thirty feet which has been sold by Mr. Moreau to John Atkin, by deed passed before Mtre L. S. N. Dumouchel, notary, of the date the tenth of July, 1890, and duly registered in the registration division of Montreal east, on the 25th November, 1890, under number 27,562.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 25th August, 1915. 5012—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LE CREDIT FONCIER  
No. 4329. } FRANCO-CANADIEN  
Plaintiff; against DAME RACHEL LECKER,  
widow of the late Bernard Cross et al., Defendants.

As belonging to Samuel Goldstein, one of the Defendants, the following immoveable, to wit:

Three lots of land situate on Avenue Henri Julien at the north east angle of Marie Anne street in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and designated under the numbers seven hundred and forty seven, seven hundred and forty eight and seven hundred and forty nine of the official subdivision of lot number fifteen (15-747, 748 and 749) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 25th August, 1915. 5014—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME MARY CATHERINE  
No. 633. } JORDAN, of  
the city and district of Montreal, widow of the  
late Joseph Gavina Cantana Meagher, in his  
lifetime of the same place, merchant, Plaintiff;  
against DELLE JESSIE MUNRO, of the city  
of Westmount, district of Montreal, spinster of  
the full age of majority, Defendant.

Un lot de terre à l'encoignure de la rue Notre-Dame et de l'Avenue Atwater, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille deux cent quarante-cinq (No. 2245) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 25 août 1915. 5015—35-2  
[Première publication, 28 Août 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JULES DESMARAIS,  
No 1231. } Demandeur; contre  
FREDERIC LAPOINTE, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Jacques, cité de Montréal, formant l'encoignure est du grand lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et trois (463), sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques; borné devant au sud-est par la rue Dorchester, derrière au nord-ouest par partie du dit lot de terre numéro quatre cent soixante-trois du dit quartier Saint-Jacques, d'un côté par la rue Labelle et de l'autre côté par le résidu du dit lot communément connu sous le nom de Maison Larocque, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par cent quinze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 25 août 1915. 5017—35-2  
[Première publication, 28 août 1915.]

#### MANDAT DE CURATEUR.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } FRANCOIS-XAVIER  
No 88a-436. } BILODEAU, cu-  
rateur aux biens de Joseph Denis, Failli; et  
THE TRUST & LOAN CO., OF CANADA,  
Requérant.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Belgrave, à Notre-Dame de Grâce, à Montréal, connu et désigné comme étant les lots de subdivision trois cent vingt-A, trois cent vingt et un-A, trois cent vingt-deux-A, du lot originaire cent soixante et dix (170-320a-321-A, 322-A) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et droit de se servir de la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 24 août 1915. 4893—35-2  
[Première publication, 21 août 1915 est nulle].  
[Première publication, 28 août 1915].

A lot of land at the corner of Notre Dame street and Atwater Avenue, in the Saint Henry ward, of the city of Montreal, known and designated as lot number two thousand two hundred and forty five (No. 2245) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing forty feet in width by one hundred feet in depth, french measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER, next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 25th August, 1915. 5016—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JULES DESMARAIS,  
No. 1231. } Plaintiff; against FRE-  
DERIC LAPOINTE, Defendant.

An emplacement situate in Saint James ward, city of Montreal, forming the eastern corner of the large lot of land known and designated under the number four hundred and sixty three (463) on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint James ward; bounded in front to the south east by Dorchester street, in the rear to the north west by part of the said lot of land number four hundred and sixty three of the said Saint James ward, on one side by Labelle street, and on the other side by the residue of the said lot commonly known under the name of Maison Larocque, measuring forty five feet in width by one hundred and fifteen feet and six inches in depth, english measurement, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 25th August, 1915. 5018—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

#### CURATOR'S WARRANT.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } FRANCOIS-XAVIER  
No. 88a-436. } BILODEAU cu-  
rator to the estate of Joseph Denis, insolvent;  
and THE TRUST & LOAN COMPANY OF  
CANADA, Petitioner.

An emplacement fronting on Belgrave Avenue, at Notre Dame de Grâce, in Montreal, known and designated as subdivision lots numbers three hundred and twenty-A, three hundred and twenty one-A, three hundred and twenty-two-A, of the original lot number one hundred and seventy (170-320a-321-A-322A) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and with the right to use the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 24th August, 1915. 4894—35-2  
[First published, 21st August, 1915 is null].  
[First published, 28th August, 1915].

## Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: } WILLIAM MIDLIGE,  
No 3936. } Demandeur; contre  
DAME PHILOMENE LAVERDURE ET AL.,  
Défendeurs; à savoir:

1. Les bâtiments et améliorations construits sur le lot No 41 et partie du lot 40 dans le huitième rang du canton de Baskatong, dans le comté d'Ottawa, et borné comme suit: à l'est, par une propriété non arpentée; à l'ouest, par la rivière Gatineau; au nord, par le lot 42 du dit Sième rang; et au sud, par le résidu du dit lot 40, propriété de Peter Jones.

2. Tous les droits, titres et intérêts des dits Défendeurs dans et sur les dits lots ci-hauts décrits.

Pour être vendus au bureau du registraire en la cité de Hull, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 23 août 1915. Shérif.  
4995—35-2  
[Première publication, 28 août 1915.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } WILLIAM MIDLIGE,  
No. 3936. } Plaintiff; against DAME  
PHILOMENE LAVERDURE ET AL., Defen-  
dants, to wit:

1. The buildings and improvements erected on lot No. 41 and part of lot 40 of the eight range of the township of Baskatong, in the county of Ottawa, and bounded as follows: to the east by unsurveyed property; to the west by the Gatineau River; to the north by lot 42, of said 8th range; and to the south by the remainder of said lot 40, the property of Peter Jones.

2. All the right, title and interest of the said Defendants, in and to the said above described lots.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 23rd August, 1915. Sheriff.  
4996—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir: } OMER COURTEMAN-  
No 5494. } CHE, Demandeur; contre  
ERNEST GIROUARD, Défendeur.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (pt. 385), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, contenant quarante-cinq pieds de largeur, sur un arpent de profondeur, plus ou moins; tenant devant au chemin public qui conduit à Contrecoeur, en arrière au terrain de Cyprien Hébert, du côté nord, à celui de Omer Courtemanche, et de l'autre coté à celui de Xavier Berthiaume—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE,

Bureau du shérif, Sorel, 28 août 1915. Shérif.  
5019—35-2  
[Première publication, 28 août 1915.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit: } OMER COURTEMAN-  
No. 5494. } CHE, Plaintiff; against  
ERNEST GIROUARD, Defendant.

A parcel of land situate in the parish of Saint Roch de Richelieu, forming part of lot number three hundred and eighty five (pt. 385), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Roch de Richelieu, containing forty five feet in width by one arpent in depth, more or less; bounded in front by the public road leading to Contrecoeur, in the rear by the lot of land of Cyprien Hébert, on the north side by that of Omer Courtemanche, and on the other side by that of Xavier Berthiaume—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Roch de Richelieu, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff's office, Sorel, 28th August, 1915. Sheriff.  
5020—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

## Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } A LICE DUMAIS  
District de Roberval. } ET AL., Deman-  
No 610. } deurs; vs EL-  
ZEAR GUAY, de Saint-Louis de Métabetchouan, Défendeur, à savoir :

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre (34) des plan et livre de renvoi officiels, pour le quatrième rang du canton Pelletier, dans la paroisse de Saint-Michel de Mistassini comté de Lac Saint-Jean—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Mistassini, Lac Saint-Jean, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE 1915.

GEO. LEVESQUE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Roberval, 21 août 1915. 4967—35-2  
[Première publication, 28 août 1915].

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*  
Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH LE-  
No 142. } MONDE, De-  
mandeur; contre ADRIUS MORISSEAU, Dé-  
fendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Hélène, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent six (Pt. 406) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, contenant soixante-six pieds de large sur cent pieds de longueur, plus ou moins, et situé au coin sud-est du dit lot; borné en front par le chemin du rang Saint-Augustin, d'un côté et en arrière par le résidu du dit lot numéro 406, et de l'autre côté par le No 407 appartenant à Joseph Forest,—avec une bâtisse exploitée comme beurrerie et fromagerie, et tous les ustensiles et accessoires servant à l'exploitation de la dite beurrerie et fromagerie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène de Bagot, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1915), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER, Shérif.  
Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 24 août 1915. 5023—35-2

[Première publication, 28 Août 1915.]

## Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS  
*Superior Court.*

Province of Quebec, } A LICE DUMAIS ET  
District of Roberval. } AL., Plaintiffs; vs  
No 610. } ELZEAR GUAY,  
of Saint Louis de Métabetchouan, Defendant,  
to wit:

The lot of land known and designated under the number thirty four (34) of the official plan and book of reference for the fourth range of the township Pelletier, in the parish of Saint Michel de Mistassini, county of Lake Saint John—with together the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel de Mistassini, Lake St. John, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the TWENTY EIGHT day of SEPTEMBER 1915.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.  
Sheriff's office, Sheriff.  
Roberval, 21st August, 1915. 4968—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Saint Hyacinth.*  
Saint Hyacinth, to wit: } JOSEPH LEMON-  
No. 142. } DE, Plaintiff;  
against ADRIUS MORISSEAU, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Sainte Hélène, known and designated as being a part of lot number four hundred and six (406) on the official plan and book of reference of said parish, containing sixty-six feet in width by one hundred feet in length, more or less, and situate at the south east corner of said lot; bounded in front by the road of Saint Augustin range, on one side nad in rear by the residue of said lot number 406, and on the other side by No. 407 belonging to Joseph Forest,—with a building used as butter-dairy and cheese-dairy, and all the implements and accessories used for said butter-dairy and cheese-dairy

To be sold at the parochial church door of Sainte-Hélène de Bagot, on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next, (1915), at TEN o'clock and a HALF in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER, Sheriff.  
Sheriff's office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 24th August, 1915.

5024—35-2  
[First published, 28th August, 1915.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir: } J. GEORGES O.  
No 269. } J. DESAULNIERS, Demandeur; vs AMERICUS COMEAU Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un terrain-emplacement situé en la paroisse de Sainte-Thècle, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-trois (Pte No 83) au cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Thècle, contenant deux cent pieds, plus ou moins, de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, borné en front par le chemin public en profondeur par Casimir Gervais, d'un côté au nord-ouest par Arthur Cloutier et de l'autre côté au sud-est par Jos. Chs. Gervais—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 15 Septembre 1915.

5401—38-2

[Première publication, 18 septembre 1915.]

## Avis du Gouvernement

183-09

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 15 septembre 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Armagh, dans le comté de Bellechasse, les lots Nos 22 à 26 inclusivement du premier rang Mailloux, canton Mailloux, et les lots Nos 1 à 6 inclus du rang sud-ouest, rivière du Pin, aussi canton Mailloux, et de les annexer à celle de Saint-Philémon, même comté. 5437—38-2

## Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* Aimé Bourdeau, restaurateur de Montréal, Failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera suiet à objection jusqu'au 5 octobre 1915, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

ERNEST ST. AMOUR,

Curateur.

11 Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 18 septembre, 1915.

5413

## Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: } J. GEORGES O. DE-  
No. 269. } J. SAULNIERS, Plain-  
tiff; vs AMERICUS COMEAU, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

One lot of land situated in the parish of Sainte Thècle, being part of the lot known and designated as number eighty three (Pt. No. 83), on the registration cadastre for the county of Champlain, parish of Sainte Thècle, measuring two hundred feet, more or less, in width, and ninety feet in depth; bounded in front by the public road, in rear by Casimir Gervais, on one side, to the north east, by Arthur Cloutier and on the other side, to the south east, by Jos. Chas. Gervais—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at church door of the parish of Sainte Thècle, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 15th September, 1915.

5402

[First published, 18th September 1915.]

## Government Notices

183-09

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 15th September, 1915.

Public notice is hereby given by the Superintendent, that application is made to detach from the school municipality of Armagh, in the county of Bellechasse, the lots Nos. 22 to 26, both inclusive of the first range Mailloux, Mailloux township, and the lots Nos. 1 to 6, both inclusive of the south east range, Du Pin River, Mailloux township, and to annex said lots to the school municipality of Saint-Philémon, same county. 5438—38-2

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Province of Québec,  
District of Montréal.  
*In re* Aimé Bourdeau, Hotel-keeper, of Montréal, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in the present matter and will be subjected to contestation until the 5th of October, 1915, after that day the dividend shall be payable at my office.

ERNEST ST. AMOUR,

Curator.

11 Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 18th September, 1915.

5414

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

No 3270.

Nichola Kippriotis, Requéran; vs Nichola Papadatos, Intimé.

Avis est par le présent donné que le 1er jour de septembre, 1915, par jugement de la cour, le soussigné, Ernest St-Amour, de Montréal, comptable, a été nommé liquidateur pour effectuer la liquidation et le partage des biens appartenant à la société qui existait entre les parties aux présentes.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours du présent avis.

ERNEST ST-AMOUR,  
Liquidateur.

11 Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 18 septembre 1915. 5411

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* D. Reda, commerçant de Montréal,

Insolvable.

Avis vous est donné que le 10ème jour de septembre 1915 par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST. AMOUR,  
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",  
No 11 Place d'Armes.  
Montréal, 13 septembre 1915. 5415

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* R. H. Corbeil, marchand de fer, Montréal,  
Insolvable.

Avis vous est donné que le 10ème jour de septembre 1915, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST. AMOUR,  
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",  
No 11 Place d'Armes.  
Montréal, 13 septembre 1915. 5417

*District d'Arthabaska*

*In re* Amédée Jacques, Thetford Mines, Qué.,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le onzième jour de septembre 1915, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire à Arthabaska suivant la loi.

BELANGER & BEGIN,  
Gardiens provisoires.

Bureau 155 rue Wellington.  
Sherbrooke, 14 septembre 1915. 5419

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

No 3270.

Nichola Kippriotis, Petitioner; vs Nichola Papadatos, Respondent.

Notice is hereby given that on the 1st day of September, 1915, by an order of the court the undersigned Ernest St. Amour of Montreal, accountant, was appointed liquidator to proceed to the liquidation and division of the property belonging to the partnership which existed between the parties herein.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

ERNEST ST. AMOUR,  
Liquidator.

11 Place d'Armes, Montreal.  
Montreal, 18th September, 1915. 5412

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* D. Reda, trader, of Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of September, 1915, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST. AMOUR,  
Curator.

Quebec Bank Building,  
No. 11 Place d'Armes.  
Montreal, 13th September, 1915. 5416

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* R. H. Corbeil, hardware merchant, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of September, 1915, by an order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his property and assets to the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in my office within one month of the present date.

ERNEST ST. AMOUR,  
Curator.

Quebec Bank Building,  
11 Place d'Armes.  
Montreal, 13th September, 1915. 5418

*District of Arthabaska.*

*In re* Amédée Jacques, Thetford Mines, Que.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the eleventh day of September, 1915, the said insolvent has made a judicial abandonment of his property to the benefit of his creditors, at the office of the protonotary, at Arthabaska, pursuant to law.

BELANGER & BEGIN,  
Provisional guardian.

Office: 155 Wellington street.  
Sherbrooke, 14th September, 1915. 5420

## Licitation

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant dans le district de Montréal, le 13<sup>ième</sup> septembre 1915, dans une cause dans laquelle Jacques Robert, hôtelier, du village incorporé de Sainte-Rose, district de Montréal, est demandeur; et Mary Louisa Robert, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Arthur J. Hart, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; et Catherine Eveline Robert et Estelle Frances Robert, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, du village incorporé de Sainte-Rose, district de Montréal, et Pascal Adélar Longpré, notaire et Régistrateur, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur ad hoc à James Francis Leo. Robert, du dit village incorporé de Sainte-Rose, district de Montréal, enfant mineur du dit James Robert, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un emplacement sis et situé dans le village de Sainte-Rose, connu et désigné sous le numéro cent deux (102) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte Rose, comté de Laval, de la contenance de un demi arpent de front par un arpent de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise et borné comme suit: en front par la rue Principale du village de Sainte-Rose, en arrière par une petite rue, d'un côté par le terrain de Dame Veuve Louis Gagnon, et de l'autre côté par le chemin de montée qui conduit au rang appelé "petit Sainte-Rose",—avec une maison en bois, à deux étages et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un autre emplacement situé au dit village de Sainte-Rose, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro soixante-dix-sept (No 77-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant cent quarante neuf mille, cinq cent quatre vingt pieds de terre en superficie, mesure anglaise, borné en front par la rue Principale du village de Sainte-Rose, d'un côté à l'est par le chemin conduisant au Pont Bélair, sur la rivière Jésus, et de l'autre côté par le terrain ci-après décrit, avec une maison en pierre et autres bâtisses dessus érigées.

3. Un autre emplacement situé au village de Sainte-Rose, connu et désigné sous le numéro cinq de la subdivision officielle du lot, numéro soixante-dix-sept (No 77-5) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant vingt six mille cent soixante quatorze pieds de terre en superficie; borné en front vers le sud-ouest par la dite rue Principale du village de Sainte-Rose, et du côté est par l'emplacement ci-dessus en deuxième lieu décrit,—avec deux maisons en bois (cottage & bungalow) et autres bâtisses dessus érigées.

4. Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant quarante pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et étant la subdivision officielle numéro cent soixante du terrain connu et désigné sous le numéro quatre cent neuf (409-160) sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent,—sans bâtisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier

## Licitation

Notice is hereby given, that by and in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at the city of Montreal, in the district of Montreal, on the thirteenth day of September, 1915, in a case in which, James Robert, hotel-keeper, on the incorporated village of Sainte Rose, district of Montreal, is Plaintiff; and Mary Louisa Robert, wife separate as to property of Arthur J. Hart, Merchant, both of the city and district of Montreal, and the said Arthur J. Hart to authorize his said wife; and Catherine Eveline Robert and Estelles Francis Robert, both major daughters and using of their rights, of the village of Sainte Rose, district of Montreal, Pascal Adélar Longpré, notary and registrar, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor *ad hoc* to James Francis Léo Robert, of the said incorporated village of Sainte Rose, district of Montreal, minor child of the said James Robert, are defendants, ordering the licitation of the immoveables properties designated as follows, to wit:

1. A lot of land situated in the village of Sainte Rose, known and designated as number one hundred and two (102), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Rose, county of Laval, containing half an acre in front by one acre in depth, the whole more or less, without security of precise measure, and bounded as follows: in front by the Principal street of the village of Sainte Rose, in rear by a little street, on a side by the land of Mrs. Louis Gagnon, and on the other side by the ascending way leading to the rank called "Petit Sainte-Rose",—with a wooden building, with two stories, and other buildings thereon erected.

2. An other lot of land situated in the village of Sainte Rose, known and designated as number one of the official subdivision of lot number seventy seven (77-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Rose, county of Laval, containing one hundred, forty nine thousand, five hundred and eighty feet, in surface, english measure; bounded in front by the Principale street of the village of Sainte Rose, on the east side by the way leading to "Pont Bélair", on Jesus River, and on the other side by the lot of land hereafter described,—with the stone house and other buildings thereon erected.

3. A lot of land situated in the village of Sainte Rose, known and designated as number five of the official subdivision number seventy seven (No. 77-5), on the official plan and book of reference of the said village of Sainte Rose, in the county of Laval, containing twenty six thousand, one hundred and seventy four feet in surface; bounded in front toward the south west, by the said Principale street of the village of Sainte Rose, on the east side by the lot of land here above described, in paragraph 2,—with the two wooden houses (cottage and bungalow), and other buildings thereon erected.

4. A lot of land situated in the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, containing forty feet in front by ninety feet in depth, english measure, and being the official subdivision number one hundred and sixty of the land known and designated as number four hundred and nine (409-160), on the plan and book of reference of the said town of Saint Laurent,—without building.

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest

enchérisseur, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE 1915 (19 octobre 1915) à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, chambre No 31; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,  
Avocats du demandeur.

Montréal, 14 septembre 1915. 5405—38-2

#### LICITATION.

Province de Québec, } *Cour supérieure.*  
District d'Iberville. } No 233.  
Moïse Duquette et al., Demandeur; vs Louis  
Duquette, fils et al., Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 15 septembre 1915, dans une cause dans laquelle, Moïse Duquette, cultivateur; Solomée Duquette, épouse légalement commune en biens de J.-Bte Richard, cultivateur, partie aux présentes pour y autoriser son épouse; Henry Duquette, cultivateur, tous de Saint-Bernard de Lacolle susdit; Joseph Duquette de Ludlow susdit; Rosalie Duquette, épouse légalement séparée de biens suivant les lois de l'Etat du Massachusetts de Louis Duquette, tous deux de Ludlow susdit, et le dit Louis Duquette partie aux présentes pour y autoriser sa dite épouse; Marie Duquette, épouse légalement commune en biens de Misael Trottier, partie aux présentes pour y autoriser sa dite épouse, tous deux de Ludlow susdit; Jules Duquette, de Springfield susdit; Exilda Duquette, épouse légalement séparée de biens de Aram Lafontaine, suivant les lois de l'Etat du Massachusetts, tous deux actuellement de Champlain dans l'Etat de New-York, l'un des Etats susdits; Louis et Henry Syriac, de Ludlow susdit; Alfred et Albert Duquette ainsi qu'Exilda Duquette, épouse légalement séparée de biens de Frédéric Poirier suivant les lois de l'Etat du Massachusetts, et tous quatre y domiciliés, sont demandeurs; et Louis Duquette, fils, D'Indian Orchard, dans l'Etat du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique; François Duquette, de la ville de Springfield, dans l'Etat susdit et Etienne Duquette, de Lacolle, dans le district d'Iberville, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu Marguerite Duquette et de Louis Duquette dit Syriac, actuellement de Ludlow, dans l'Etat du Massachusetts, susdit et aussi à l'enfant mineur des défunts Domitilde Duquette et Joseph Syriac, de Notre-Dame du Mont Carmel, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir: une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle sur la 6ième concession du domaine et portant le No 573 des plan et livre de renvoi officiel de la dite paroisse mesurant quatre arpents de front sur vingt-huit de profondeur—avec bâtisses sus-érigées et aussi la moitié indivise d'une terre sise en la même paroisse dont elle porte le No 696, au plan et livre de renvoi officiels; située, la dite terre sur la

and last bidder, on the NINETEENTH day of OCTOBER, 1915, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room 31, in the court house of the city of Montreal, subject to the conditions of the judgment here in authorizing the sale, and subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary's office of the said court; and the opposition to annul, to secure charges and to withdrawn to said licitation, must be deposited in the prothonotary's office of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication and being the parties in default of filing said opposition in the delay mentioned in those presents, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th of September, 1915.

5406—38-2

#### LICITATION.

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Iberville. } No. 233.  
Moïse Duquette et al, Plaintiffs; vs Louis Du-  
quette, jr et al., Defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Saint John's, in the district of Iberville, on the 15th September, 1915, in a cause wherein Moïse Duquette, farmer; Solomée Duquette, wife legally common as to property of J.-Bte Richard, farmer, and the latter a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof; Henry Duquette, farmer, all of Saint Bernard de Lacolle; Joseph Duquette, of Ludlow; Rosalie Duquette, wife legally common as to property according to the laws of the State of Massachusetts of Louis Duquette, both of Ludlow, and the said Louis Duquette, a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof; Marie Duquette, wife legally common as to property of Misael Trottier, and the latter a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof, both of Ludlow aforesaid; Jules Duquette, of Springfield; Exilda Duquette, wife legally common as to property of Aram Lafontaine, according to the laws of the State of Massachusetts, both presently residing in Champlain, in the State of New York, one of the United States of America; Louis and Henry Syriac, of Ludlow aforesaid; Alfred and Albert Duquette and Exilda Duquette, wife legally separated as to property of Frederic Poirier, according to the laws of the State of Massachusetts, where all four are domiciled, are Plaintiffs; and Louis Duquette, junior, of Indian Orchard, in the State of Massachusetts, one of the United States of America; François Duquette, of the town of Springfield, aforesaid State and Etienne Duquette, of Lacolle, in the district of Iberville, both personally and in his capacity of tutor to the minor children issued of the marriage of the late Marguerite Duquette and Louis Duquette dit Syriac, presently of Ludlow in the State of Massachusetts aforesaid, and also of the minor child of the late Domitilde Duquette and Joseph Syriac, of Notre Dame du Mont Carmel, are defendants, ordering the licitation of certain immovable described as follows: a farm lying and situate in the parish of Saint Bernard de Lacolle, on the 6th concession of the Domaine and bearing the No. 573 of the official plan and book of reference of the said parish measuring four arpents in front by twenty eight arpents in depth—with the buildings thereon erected and also the undivided half of a farm

7ième concession du domaine et mesurant deux arpents de largeur survingt-huit de profondeur—avec bâtisses sus-érigées. Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Saint-Jean, sujet aux charges et clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

JACQUES CARTIER,  
Avocat des demandeurs.  
Saint-Jean, 15 septembre 1915. 5409—38-2

#### LICITATION.

Province de Québec, } Cour supérieure.  
District d'Iberville. } No 286.  
Dame Maggie M. Odell et vir, et al., Demande-  
resses; vs Dame Ida M. Odell et vir, et al.,  
Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 15 septembre, 1915, dans une cause dans laquelle, Dame Maggie M. Odell, épouse légalement commune en biens de John T. Robinson susdit, partie aux présentes pour y autoriser sa dite épouse; Dame Sarah A. Odell, épouse légalement commune en biens de Samuel Thompson, cultivateur, partie aux présentes pour y autoriser son épouse, tous quatre de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel susdite sont demanderesse; et, Dame Ida M. Odell, épouse de J. C. Robinson, cultivateur partie aux présentes pour y autoriser son épouse, Delle Ella Odell, fille majeure et usant de ses droits; William J. Odell, cultivateur; John T. Robinson, cultivateur, en sa qualité de curateur à Georges Frédéric Odell, tous de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le district d'Iberville; Howard G. Odell, de la ville de Superior, dans l'Etat du Wisconsin, l'un des Etats-Unis d'Amérique et James H. Odell, de la ville de Nelson, dans la province de la Colombie Britannique; sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: un immeuble portant le No 292 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle—avec bâtisses sus-érigées. L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Saint-Jean, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais pres-

lying in the same parish, bearing the No. 696 upon the aforesaid official plan and book of reference; situated, the said farm on the 7th concession of the Domaine, and measuring two arpents in width by twenty eight arpents in depth—with the buildings thereon erected. The immoveables hereinabove described to be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Saint John's, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to be withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court twelve days at east before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

JACQUES CARTIER,  
Attorney for the Plaintiffs.  
Saint John's, 15th September, 1915.  
5410—38-2

#### LICITATION.

Province of Québec, } Superior Court.  
District of Iberville. } No. 286.  
Dame Maggie M. Odell et vir, et al., Plaintiffs;  
vs Dame Ida M. Odell et vir et al, Defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint John's in the district of Iberville, on the 15th September, 1915, in a cause wherein Dame Maggie M. Odell, wife legally common as to property of John T. Robinson aforesaid, a party hereto to authorize his said wife, Dame Sarah A. Odell, wife legally common as to property of Samuel Thompson, farmer, a party hereto to authorize his said wife, all four of the parish of Notre Dame du Mont-Carmel, aforesaid, are Plaintiffs; and Dame Ida M. Odell, wife of J. C. Robinson, farmer, a party hereto to authorize his said wife, Miss Ella Odell, spinster in the full exercise of her rights; William J. Odell, farmer; John T. Robinson, farmer, in his capacity of curator to Georges Frederic Odell, all of the parish of Notre Dame du Mont-Carmel, in the district of Iberville; Howard G. Odell, of the town of Superior, in the State of Wisconsin, one of the United States of America, and James H. Odell, of the town of Nelson, in the Province of British Columbia, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit: that immoveable bearing the No. 292 of the official cadastre of the parish of Saint Bernard de Lacolle—with the buildings thereon erected. The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Saint John's, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days next after the adjudication; and failing the parties to file such opposi-

crits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

JACQUES CARTIER,  
Avocat des demandereses.  
Saint-Jean, 15 septembre 1915.  
5407—38-2

tions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

JACQUES CARTIER,  
Attorney for the Plaintiffs.  
Saint John's 15th September, 1915.  
5408—38-2

### AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:  
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.  
*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.  
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

5089

### Index de la Gazette Officielle de Québec, No 38.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Auger vs L'Hérault.....	2283
" Bergeron vs Deragon.....	2281
" Bergeron vs Tremblay.....	2283
" Channell vs Perkins.....	2282
" Charlebois vs Legault.....	2281
" David vs Summerside.....	2281
" Delisle vs Gauthier.....	2284
" Hutchins vs Laduke.....	2284
" Labelle vs Dumas.....	2282
" Lafrance vs Roberge.....	2283

### TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "*The Official Gazette*", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:  
First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.  
*Official Gazette*, 21 cents per single number.  
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariablely payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914.

5090

### Index of the Quebec Official Gazette, No. 38.

ACTIONS EN SÉPARATION DE NIEBS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Maillé vs Sanche.....	2282
" Martimbeau vs Poirier.....	2283
" Moquin vs Bourdeau.....	2282
" Nadeau vs Letestue.....	2284
" Picard vs Coté.....	2281
" Pironne vs Asconi.....	2282
" Roy vs Lefort.....	2284
" Salvaille vs Houle.....	2283
" Saindon vs Leclerc.....	2283
" Sargent vs Reid.....	2282

**ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—**  
Dme Sephton vs Longpré, 2282.

**ANNONCEURS, avis aux, 2308.**

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:—**Concernant l'annexion pour les fins de la loi électorale de Québec, 2280.

**ASSEMBLÉE:—**La Cour d'Echiquier du Canada, 2288.

**ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—**The British Dominions General Insurance Co., Ltd., 2279.

**AVIS:—**Byers & Anglin, Ltd., 2280; Les Syndics du Cimetière de l'Eglise Elgin, 2288; The Chicoutimi Protestant Cemetery, 2288.

**COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—**The Robertson Leather Coy, Ltd., 2279.

**ERRATUM:—**Pag 2115, 4 septembre 1915, Nos 5101-02, 2280.

**FAILLIS:—INSOLVENTS:—**

Berberi & Boily.....	2288
Bindman.....	2286
Boston Confectionery, Ice Cream Parlor ..	2287
Bourdeaux.....	2303
Bourgeois.....	2286
Chouinard.....	2285
Comeau.....	2286
Corbeil.....	2304
Cossette.....	2285
Dallaire.....	2287
Hardy & Co.....	2285

**LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:**

Café Nice, Ltée.....	2270
Canadian Box & Shook Mills, Ltd.....	2270
Eugène DesOrmeaux, Ltée.....	2269
Geo. V. Kneen .....	2272
Guimont & Carignan, Ltée.....	2268
Grant Distributing Coy of Canada.....	2274

**MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—**Divers lots du canton Pinault à Saint-Zénon du Lac Amqui, 2279; Divers lots de la paroisse de Saint-Césaire à Saint-Césaire village, 2279; Landrienne, 2278; LaSarre, 2279; Royal Roussillon, 2279; Divers lots du canton Mailloux à Saint-Philémon, 2303.

**NOMINATIONS:—**

**Commissaires d'Ecoles:—**Municipalités de:—Addington, 2266; Saint-Joseph de Lévis, 2266; Saint-Nicholas (Station), 2266; Petit Saguenay, 2266.

**Conseiller municipal:—**Paroisse de Saint-Athanas, M. Joseph Gagnon, 2267.

**Greffier Cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la Paix:—**M. Thomas Blanchet, 2265.

**Greffier, Cour de magistrat:—**M. Ls.-Philippe Joubert, 2266.

**Juges de Paix:—**District de:—Bedford, 2266; Montréal, 2266; Trois-Rivières, 2266;

**ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—**Dme Sephton vs Longpré, 2282.

**ADVERTISERS, notice to, 2308.**

**ORDERS IN COUNCIL:—**Respecting the annexation for the purposes of the Quebec Election Act, 2280.

**MEETING:—**The Exchequer Court of Canada, 2288.

**ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—**The British Dominions General Insurance Co., Ltd., 2279.

**NOTICE:—**Byers & Anglin, Ltd., 2280; The Trustees of Elgin Church Cemetery, 2288; The Chicoutimi Protestant Cemetery, 2288.

**COMPANY AUTHORISED TO DO BUSINESS:—**The Robertson Leather Coy, Ltd., 2279.

**ERRATUM:—**Page 2115, 4th September, 1915, Nos 5101-02, 2280.

**FAILLIS:—INSOLVENTS:—**

Jacques.....	2304
Koomas.....	2288
Laforest.....	2287
Lamothe.....	2287
Leclerc.....	2287
Maison Bissonnette.....	2284
Martin.....	2286
Papadatos.....	2304
Powell.....	2285
Reda.....	2304
Thibault.....	2285

**LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:**

Mooney & Brown, Ltd.....	2276
La Cie Electrique d'Armagh.....	2268
Roy & Cie, Ltée.....	2273
Scottish Canadian Magnesite Coy.....	2277
The Tupper Realty Coy, Ltd.....	2273

**SCHOOL MUNICIPALITIES:—**Several lots of the township Pinault to Saint Zénon du Lac Amqui, 2279; Several lots of the parish Saint Césaire to Saint Césaire village, 2279; Landrienne, 2278; LaSarre, 2279; Royal Roussillon, 2279; Several lots of the township Mailloux to Saint Philémon, 2303.

**APPOINTMENTS:—**

**School Commissioners:—**Municipalities of:—Addington, 2266; Saint-Joseph de Lévis, 2266; Saint-Nicholas (Station), 2266; Petit Saguenay, 2266.

**Municipal Councillor:—**Parish of Saint-Athanas, Mr. Joseph Gagnon, 2267.

**Clerk of Circuit Court, Clerk for the Crown and Clerk of the Peace:—**Mr. Thomas Blanchet, 2265.

**Clerk of Magistrate's Court:—**Mr. Ls.-Philippe Joubert, 2266.

**Justices of the Peace:—**District of:—Bedford, 2266; Montreal, 2266; Three Rivers, 2266.

- Inspecteur d'écoles:—Ls.-Jos. Maurice Filteau, 2265. School Inspector:—Ls.-Jos. Maurice Filteau, 2265.
- Membre du Conseil d'Hygiène:—M.M. Eugène Merrill Desaulniers, 2265; Drs. Arthur Simard et C. R. Paquin, 2265. Member of the Board of Health:—Messrs. Eugène Merrill Desaulniers, 2265; Drs. Arthur Simard and C. R. Paquin, 2265.
- Révocation:—Conseillers municipaux:—Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, 2267. Revocation:—Municipal Councillors:—Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, 2267.
- PROCLAMATION:—Prorogation des Chambres, 2267. PROCLAMATION:—Parliament prorogued, 2267.
- RACTIFICATION DE VENTE:—Gagnon Garant, Ltée, 2289. CONFORMATION OF SALE:—Gagnon Garant, Ltée, 2289.
- VENTE PAR LICITATION:—Duquette *et al*, vs Duquette, fils *et al*, 2306; Odell (Dme) *et vir et al* vs Dme Odell *et vir et al*, 2307; Robert vs Dme Robert *et al*, 2305. SALE BY LICITATION:—Duquette *et al*, vs Duquette, fils *et al*, 2306; Odell (Dme) *et vir et al* vs Dme Odell *et vir et al*, 2307; Robert vs Dme Robert *et al*, 2305.
- VENTES PAR LES SHÉRIFS:— SHERIFFS' SALES:
- ARTHABASKA:—Séguin (Dme) *et al* vs Caron, 2290. ARTHABASKA:—Séguin (Dme) *et al* vs Caron, 2290.
- BEAUHARNOIS:—Feeney *èsq* vs Toupin, 2291; The Thos. Davidson Mfg. Co. Ltd vs McLatchie, 2291. BEAUHARNOIS:—Feeney *èsq* vs Toupin, 2291; The Thos. Davidson Mfg. Co. Ltd vs McLatchie, 2291.
- CHICOUTIMI:—Gauthier & Frère, Faillis, 2292; Levesque vs Racine *et al*, 2292. CHICOUTIMI:—Gauthier & Frère, Insolvents, 2292. Levesque vs Racine *et al*, 2292.
- JOLIETTE:—Archambault vs Héritiers Murphy, 2293; La'eau vs Charbonneau, 2293. JOLIETTE:—Archambault vs Heirs Murphy, 2293; Lareau vs Charbonneau, 2283.
- MONTMAGNY:—Coulombe vs Bernier, 2293; Lord vs Poitras *et al*, 2294; Thibault vs Héritiers Cloutier, 2294. MONTMAGNY:—Coulombe vs Bernier, 2293; Lord vs Poitras *et al*, 2294; Thibault vs Heirs Cloutier, 2294.
- MONTREAL:—Courtemanche vs Girouard, 2301; Daoust (Dme) vs Malus, 2296; David vs Dme Martin *et vir*, 2297; Denis, Failli, 2300; Desmarais vs Lapointe, 2300; Drouin vs Desaulniers, 2295; Fairweather vs Malouin, 2298; Jordan vs Munro, 2299; Lalonde (Dme) vs Frigon, 2295; Lamarre (Dme) vs Cie J.-A. Guillemette, Ltée, 2297; Le Crédit Franco Canadien vs Lecker, 2299; Molson vs Nupton, 2298; Richard vs Rocheleau, 2296; Waxman Failli, 2295; Weinfield *et al* vs Siminovitch, 2298. MONTREAL:—Courtemanche vs Girouard, 2301; Daoust (Dme) vs Malus, 2296; David vs Dme Martin *et vir*, 2297; Denis, Insolvent, 2200; Desmarais vs Lapointe, 2300; Drouin vs Desaulniers, 2295; Fairweather vs Malouin, 2298; Jordan vs Munro, 2299; Lalonde (Dme) vs Frigon, 2295; Lamarre (Dme) vs Cie J.-A. Guillemette, Ltée, 2297; Le Crédit Franco Canadien vs Lecker, 2299; Molson vs Nupton, 2298; Richard vs Rocheleau, 2296; Waxman Insolvent, 2295; Weinfield *et al* vs Siminovitch, 2298.
- OTTAWA:—Midlige vs Dme Laverdure, 2301. OTTAWA:—Midlige vs Dme Laverdure, 2301.
- RICHELIEU:—Courtemanche vs Girouard, 2301. RICHELIEU:—Courtemanche vs Girouard, 2301.
- ROBERVAL:—Dumais *et al* vs Guay, 2602. ROBERVAL:—Dumais *et al* vs Guay, 2302.
- SAINT-HYACINTHE:—Lemonde vs Mousseau, 2302. SAINT HYACINTH:—Lemonde vs Mousseau, 2302.
- TROIS-RIVIÈRES:—Desaulniers vs Comeau, 2303. THREE RIVERS:—Desaulniers vs Comeau, 2303.



